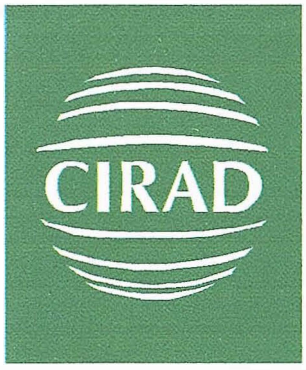


Département territoires, environnement et acteurs
Cirad – tera

LES CULTURES PERENNES AU GHANA

Claude Jannot
Jean-Marie Kalms

Juillet 2003

Mis à jour en janvier 2004

N° TERA 20/03

TABLE DES MATIÈRES

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE 4

1.1. INTRODUCTION 4
1.2. L'IMPORTANCE DES CULTURES PÉRENNES AU GHANA 4

2. LE CACAO 8

2.1. L'HISTOIRE DE LA CACAOCULTURE AU GHANA 8
2.2. LA SITUATION DU VERGER EN 2003 10
2.3. LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS 11
2.4. LA TRANSFORMATION LOCALE DU CACAO 12

3. LE PALMIER À HUILE 14

3.1. LA DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLAEICULTURE 14
3.1.1. La première ceinture de palmiers (1820 – 1955) 14
3.1.2. Le nouvel essor de la palmeraie (1950 – 2000) 15
3.1.3. Le besoin d'un troisième souffle (2004-2020) 17
3.2. LES GRANDS COMPLEXES AGRO-INDUSTRIELS 18
3.2.1. GOPDC (Ghana Oil Palm Development Corporation) 18
3.2.2. BOPP (Benso Oil Palm Plantation Ltd.) 20
3.2.3. TOPP (Twifo Oil Palm Plantation Ltd.) 20
3.3. LA SITUATION DE LA FILIÈRE PALMIER EN 2003 20
3.3.1. Le bilan des corps gras alimentaires 20
3.3.2. Les sociétés de première transformation 20
3.3.3. Les sociétés de seconde transformation 22

4. LE COCOTIER 23

5. L'HÉVÉA 24

5.1. LE DÉVELOPPEMENT DE L'HÉVÉACULTURE AU GHANA 24
5.2. LE PROJET GREL (GHANA RUBBER ESTATE LTD.) 27
5.2.1. La situation foncière 27
5.2.2. Le programme villageois 28

6. LE CAFÉ 30

7. LES AGRUMES 32

7.1. L'INTRODUCTION ET L'ÉVOLUTION DE L'AGRUMICULTURE AU GHANA 32
7.2. LA DYNAMIQUE DES ORANGERS DANS LA RÉGION DE KADE 33

8. ANNEXES 34

9. BIBLIOGRAPHIE 36

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : les principales formations végétales du Sud-Ghana 5
Figure 2 : la localisation des cultures pérennes 7
Figure 3 : les zones de culture du cacao 9
Figure 4 : l'évolution de la production régionalisée de cacao de 1960 à 2000 10
Figure 5 : la localisation de la palmeraie ghanéenne à la fin du 19e siècle 14
Figure 6 : l'évolution des exportations d'huile de palme de la Gold Coast de 1897 à 1954 15
Figure 7 : le bilan des échanges de corps gras aux frontières (export - import) 16
Figure 8 : la nouvelle ceinture de palmiers 17
Figure 9 : la zone d'intervention de la GOPDC 19
Figure 10 : la localisation de l'hévéaculture 26
Figure 11 : les zones d'intervention de la Grel 29
Figure 12 : les zones caféières 30
Figure 13 : l'évolution de la production de café de 1962 à 2000 31

Tableau 1 : les superficies plantées en palmiers sélectionnés en 1988 16
Tableau 2 : les superficies des outgrowers du GOPDC (ha) 18
Tableau 3 : les huileries de palme 21
Tableau 4 : le détail des approvisionnements en corps gras de Unilever Ghana Ltd. (tonnes) 22
Tableau 5 : les hectares plantés en hévéas à fin 2003 25
Tableau 6 : les préconisations du plan directeur pour le développement de l'hévéaculture 26
Tableau 7 : les superficies transférées à la Grel en 1968 27
Tableau 8 : les réalisations par zone de la Grel à fin 2001 28
Tableau 9 : les hectares créée par année du projet villageois hévéa 28
Tableau 10 : les exportations d'huile de palme de la Gold Coast (tonnes) 34
Tableau 11 : les importations d'huile de palme au Ghana 34
Tableau 12 : les échanges de corps gras aux frontières du Ghana de 1987 à 2002 35

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1. Introduction

Le présent document constitue une tentative de synthèse en français sur la situation des différentes filières de cultures pérennes au Ghana, sur un plan purement descriptif.

Il ne prend pas en considération la problématique de la durabilité de ces cultures, et surtout de la plus importante d'entre elles : le cacao, pour laquelle des informations détaillées pourront être trouvées dans les travaux de F. Ruf & col., à savoir notamment :

Ruf F., 2000. Déterminants sociaux et économiques de la replantation. OCL (7), 2 : 189-196.

Ruf F., 1999. Comment et pourquoi la Côte d'Ivoire produit durablement plus d'un million de tonnes de cacao? Afrique Agriculture, 268 : 21-25.

Ruf F., 1996. Les booms cacao de la Côte d'Ivoire... et du Burkina Faso. L'accélération des années 1980/90. Cirad et ministère de la Coopération, Montpellier et Paris, 400 p.

Ruf F., 1995. De l'économie familiale de plantation à l'économie familiale de replantation cacao en Côte d'Ivoire et Indonésie. Actes du séminaire « fertilité du milieu et stratégies paysannes sous les tropiques humides », 13-17 novembre 1995, Montpellier, France, Cirad, ministère de la Coopération, pp. 451-463.

Ruf F., 1995. Booms et crises du cacao. Les vertiges de l'or brun. Karthala, Paris, 459 p.

Ruf F., 1987. Éléments pour une théorie sur l'agriculture des régions tropicales humides. I – De la forêt, rente différentielle, au cacaoyer, capital travail. L'Agronomie Tropicale, 42 (3) : 218-232.

1.2. L'importance des cultures pérennes au Ghana

Le Ghana a une superficie de 238537 Km², dont 230020 de terres exondées occupées par (est. 1993) :

- 12% de terres cultivées, dont 7% de cultures pérennes;
- 22% de pâturages permanents;
- 35% de forêts;
- 25% d'autres usages.

L'aire d'extension des cultures pérennes représente un peu moins de 10 millions d'hectares appartenant aux zones de forêt humide, de savane côtière ainsi qu'à la zone de transition forêt/savane. Elle occupe la quasi-totalité de 4 régions : Western, Central, Great Accra et Volta, les trois-quarts de la région Ashanti et une bonne moitié du Brong-Ahafo (Figure 1).

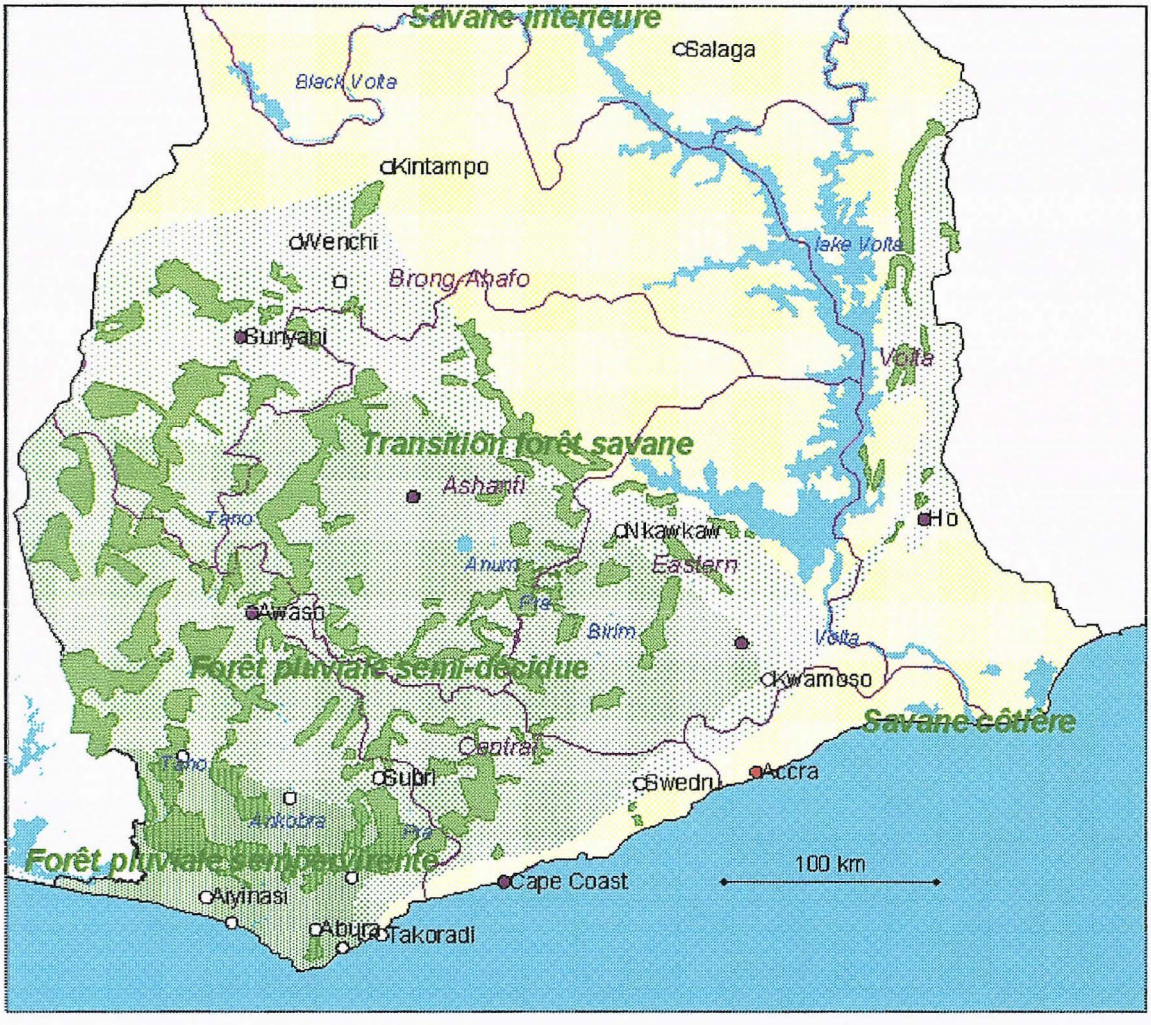
La population est de l'ordre de 19,8 millions d'habitants en 2003, sur la base du recensement de l'an 2000 et d'un taux de croissance estimé à 1,79% (2001). La taille moyenne des ménages est de 8,4 personnes en 2000, en baisse par rapport au recensement de 1984 (10,0 personnes).

L'agriculture contribue à concurrence de 36% au PNB (de 34470 millions de US$ en 2000), et emploie 60% de la force de travail (évaluée à 9 millions d'actifs en 2000). L'or est la principale source de recettes à l'exportation. Viennent ensuite le cacao (qui a compté pour 45% d'un total de 1893 millions de US$ en 2001), le bois, le thon, la bauxite, l'aluminium, le minerai de manganèse et les diamants.

L'agriculture familiale prédomine, bien qu'un certain nombre de grandes plantations existent. Plus de 60% des exploitants cultivent moins de 2 ha et plus de 80% moins de 4 ha (Anon., 1988).

L'agriculture traditionnelle est une agriculture itinérante sur défriche-brûlis. Les principales cultures vivrières sont, par ordre d'importance décroissante : le manioc, la maïs, le plantain et l'igname (Simon, 1998[1]).

[1] pour la Western Region



réserves forestières (situation en 1998)

Figure 1 : les principales formations végétales du Sud-Ghana[2]

Sources :

- zones agro-écologiques : A study of the oil palm in Ghana. J. S. Addo Consultants. 1989.
- réserves forestières : Map showing progress of second country-wide survey as at March 1998. Support to the cocoa sector. Ghana. *Draft final report*. Summary and main report. Agrisystems (Overseas) Ltd. December 1998.

Ont été progressivement associés à ces cultures vivrières : le cocotier sur la bande littorale, principalement pour la consommation locale, puis à partir de la seconde moitié du 19è siècle : le palmier à huile en peuplements subspontanés, pour la consommation locale et le commerce avec l'Europe, et enfin au début du 20è siècle : le cacao et le café à des fins purement commerciales. L'hévéa en petites plantations dispersées est tout à fait récent : le premier programme villageois de la Grel a été inauguré le 1cr janvier 1995. La culture des agrumes, quoique d'introduction ancienne (1913) ne se développe de façon spectaculaire que depuis 1995 également (Vannière, 2001).

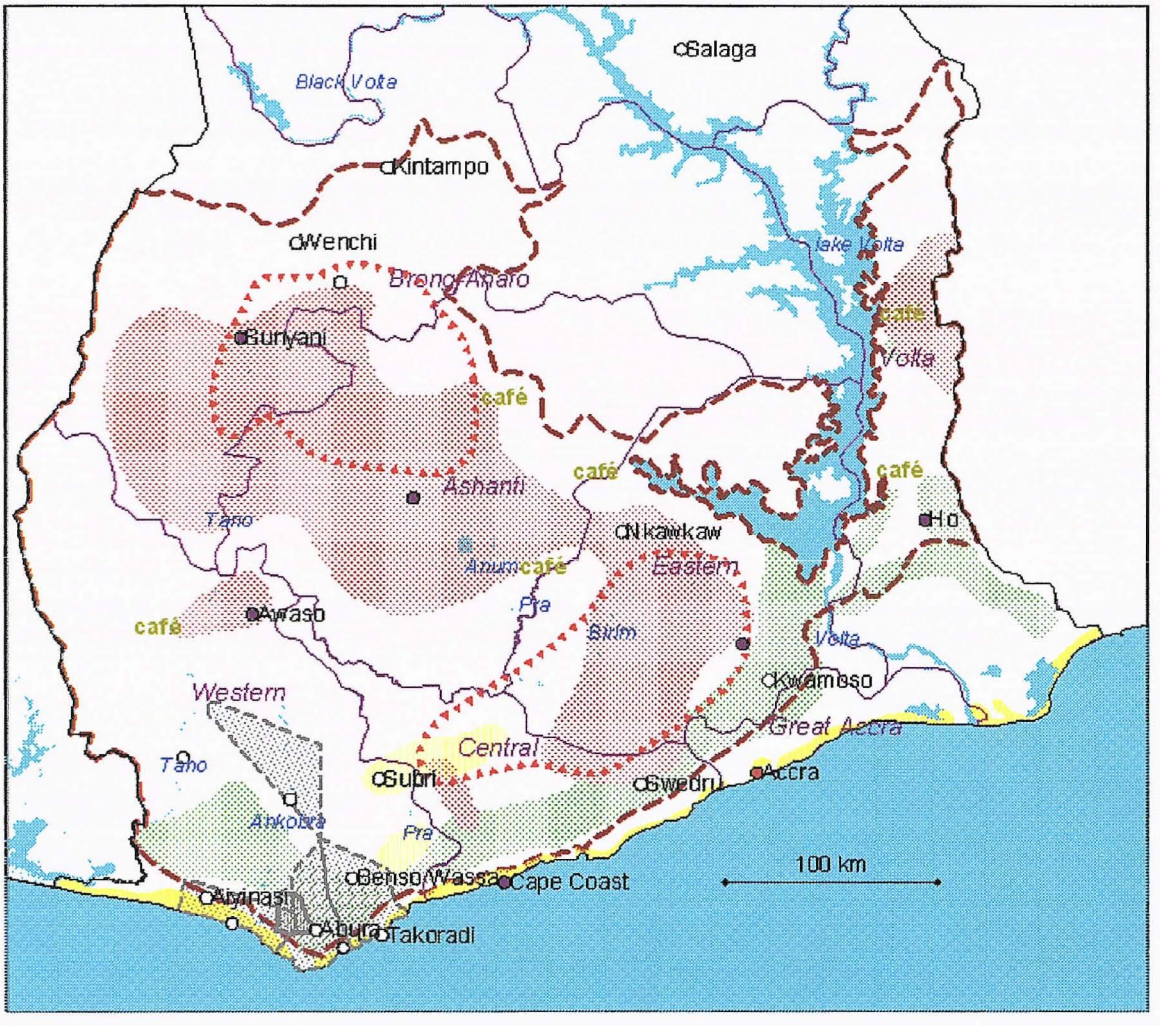
Les agriculteurs cultivent souvent plusieurs cultures pérennes, pour une superficie totale de 3,7 ha en moyenne, ou 4,3 ha en ne retenant que ceux qui ont des cultures pérennes (Simon, 1988[1]). Ces dernières ne se rencontrent pas de manière uniforme dans toute la zone écologiquement favorable (sauf peut-être le café). Il y a des zones de culture principales et des zones secondaires, voire marginales (Figure 2). La décision des agriculteurs d'investir dans telle ou telle plante pérenne dépend

[2] sources : Anon., 1989 & Anon., 1998

de nombreux facteurs (rapport de prix entre les produits, disponibilité en matériel végétal, facilités de crédit accordées dans le cadre de programmes d'État ou privés, etc.)

L'exploitation du palmier à huile en palmeraie subspontanée, et la création de plantations de café et de cacao se sont développées au départ à l'initiative des villageois. Il s'agit donc principalement de petites parcelles dispersées. Mais quand l'État a entrepris le développement de coopératives au début des années 60, et quand les agro-industries ont initié des programmes villageois, un second schéma a vu le jour qui consiste à créer des blocs de culture de grandes surfaces, morcelés en petites parcelles individuelles.

Une habitude de langage s'est alors créée, qui veut que les planteurs possédant des parcelles dispersées soient dénommés « outgrowers », tandis que les attributaires de lots d'un bloc de culture soient des « smallholders ». Ceci n'est vrai qu'au Ghana; au Cameroun par exemple, les « smallholders » sont les planteurs ayant bénéficié d'une aide pour créer leur plantation dans le cadre d'un programme, tandis que les « outgrowers » sont des planteurs spontanés, ayant créé leur parcelle avec du matériel végétal d'origine souvent douteuse.



cocotiers
bananiers
palmiers à huile
limite du cacao
principales zones cacaoyères
colatiers
hévéas

Figure 2 : la localisation des cultures pérennes

Sources :

- hévéa : Rubber outgrower plantation project – phase II (ROPP-II). Annual report, year 2001, Appendix 2 p.28. Grel.
- autres cultures : A study of the oil palm in Ghana. J. S. Addo Consultants. 1989.

2. LE CACAO

2.1. L'histoire de la cacaoculture au Ghana

Les documents qui existent attestent que des missionnaires hollandais plantèrent des cacaoyers dans les zones côtières du Ghana dès 1815, et qu'en 1857, des missionnaires de Bâle en plantèrent également à Menka

La culture du cacao ne se répandit pas pour autant jusqu'à ce que Tetteh Quarshie, natif d'Osu à Accra, qui avait émigré à Fernando Póo et y travaillait comme forgeron, n'en revienne en 1879 avec des cabosses de cacaoyers *amelonado* pour créer une plantation à Mampong (Akwapim). Des cultivateurs achetèrent des cabosses de sa plantation pour établir les leurs et la culture s'étendit des environs d'Akwapim aux autres parties de l'Eastern Region. En 1886, Sir William Brandford Griffith, le Gouverneur, organisa également l'introduction de cabosses de São Tomé qui fournirent des plantules élevées en pépinière au Jardin Botanique Menka et distribuées aux planteurs[3].

Le premier embarquement de cacao de la Gold Coast fut réalisé en 1893 (2 sacs à destination d'Hambourg), et les quantités augmentèrent rapidement jusqu'à atteindre 20000 t en 1908. En 1911 le Ghana devenait le premier producteur mondial avec 41000 t. Au début des années 20, avec 165000 à 213000 t, le Ghana fournissait 40% environ de la production mondiale.

La production de l'Eastern Region atteint un maximum au début des années 30, et commença à décliner 10 ans plus tard en raison d'attaques sévères de capsides et du virus de la maladie du « swollen shoot ». Vers le milieu des années 40, le centre de production se déplaça vers les régions Ashanti et Brong-Ahafo où des forêts furent converties en cacaoyères. En raison de l'augmentation rapide des superficies cultivées, la production atteint 400000 t en 1960 et se maintint à ce niveau pendant une dizaine d'années, atteignant un record de 580000 t en 1964/65 avant de chuter brutalement à 324000 t en 1976/77, puis inexorablement par la suite jusqu'à retrouver en 1983/84 le niveau atteint 62 ans auparavant, avec un minimum de 158000 t.

C'est en 1936 qu'un planteur de l'Eastern Region présenta un spécimen malade qui fut identifié comme souffrant du swollen shoot, un dépérissement mortel du cacaoyer. La nature virale de cette maladie fut établie 4 ans plus tard (Ampofo, 1995).

En 1944/45 une étude de reconnaissance révéla la présence de la maladie dans de nombreux endroits de la zone cacaoyère. L'étude recensa environ 59 millions de pieds atteints. Un premier inventaire détaillé sur toute l'étendue du territoire en vue d'évaluer l'extension de la maladie et de la contrôler fut mené entre 1945/46 et 1968/69. Il établit que la maladie était présente dans les 6 régions cacaoyères. Le nombre total de pieds arrachés fut d'environ 135,4 millions.

L'arrachage en vue de contrôler le swollen shoot commença en 1946 et, au début des années 60, la maladie était sous contrôle dans de nombreuses parties du pays, quoique non éradiquée. En outre, les zones infectées étaient connues et l'incidence de la maladie avait été définie. L'Eastern Region, la plus sévèrement touchée, fut déclarée endémique sur la plus grande partie de son territoire. Dans quelques zones, seuls les foyers isolés furent laissés à traiter.

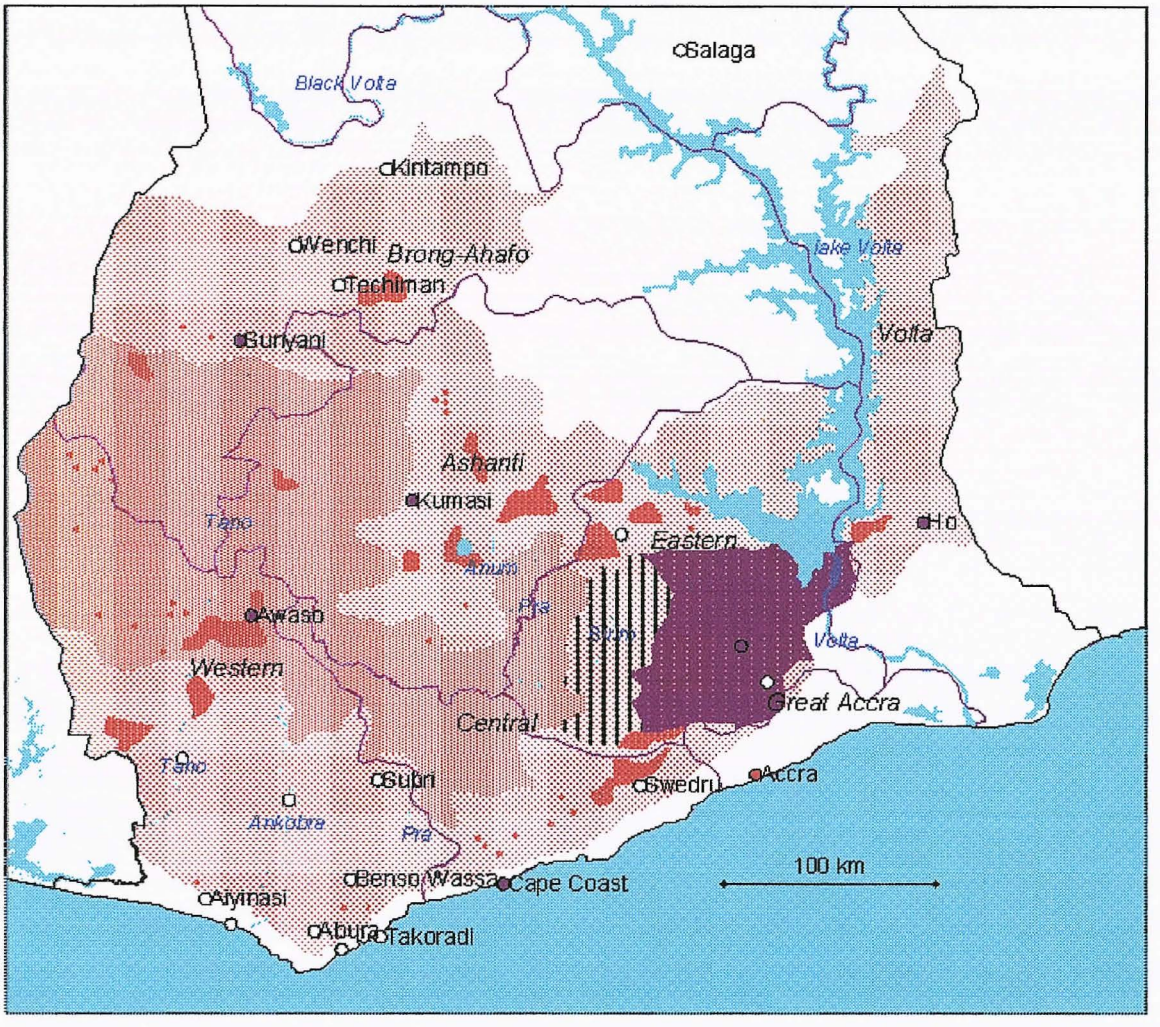
En 1962, cependant le contrôle du swollen shoot par l'État fut aboli et la responsabilité transférée aux planteurs. Malheureusement, ceux-ci n'effectuèrent pas le contrôle. En 1964, le gouvernement reprit le contrôle, mais de façon moins énergique que précédemment, en terme de personnel, de moyens et de motivation.

Logiquement, il était nécessaire d'évaluer l'étendue de la progression et de l'intensité de la maladie après que l'État eut repris le contrôle. De 1970 à 1980, un second inventaire à l'échelle nationale fut entrepris, et les traitements se poursuivirent jusqu'en 1984/85. Plus de 45 millions d'arbres infectés ou au contact de ceux-ci furent abattus, mais plusieurs millions étaient encore sur pied à la fin de l'enquête.

---

[3] source : http://www.cocobod.org, novembre 2003

Entre-temps, vers le milieu des années 80, le centre de production se déplaça vers la Western Region où d'intenses défrichements furent opérés par des planteurs ayant émigré des Régions Ashanti, Brong Ahafo et Eastern (Figure 4). La production, minimum en 1983/84 retrouva sa croissance pour se stabiliser aux environs de 400000 t au début des années 2000.



zone de culture principale zone de culture secondaire

Swollen shoot :

foyer principal foyers isolés cordon sanitaire

Figure 3 : les zones de culture du cacao

Source : Jouve P., Milly H. de, Chalmin P., Deuss J., Jarrige F., Ruf F., 1990. Compétitivité du cacao africain. Analyse du marché mondial et des principaux producteurs. Cirad – Ministère de la Coopération et du Développement.

Depuis 1985, un troisième inventaire national est en cours. L'enquête fut interrompue en 1988 quand il apparut que les anciennes bornes laissées en 1969 ne pouvaient être reconnues ni retrouvées facilement. De nouvelles cartes de base étaient nécessaires et le personnel fut affecté à leur préparation.

A fin août 1995, environ 29% de la superficie à enquêter avait été couvert, à savoir 2178769 ha, dont 475151 ha étaient plantés en cacao. Des 39 districts cacaoyers, seulement deux (Berekum et Oda) n'avaient jusque là enregistré aucun foyer de maladie.

Entre 1985 et août 1995, ce sont 11550673 cacaoyers qui furent perdus pour le Ghana, correspondant à 9284,78 ha plantés, et au total depuis 1946 quand la campagne d'arrachage a commencé, il s'agit de plus de 200 millions de cacaoyers plantés sur environ 130000 ha.

2.2. La situation du verger en 2003

Il y a environ 800.000 planteurs de cacao[3]. En comptant qu'en moyenne 8 à 10 personnes dépendent de chacun d'eux, cela fait un peu moins de 8 millions de personnes, soit plus du tiers de la population, qui vivent de cette activité.

La taille moyenne des exploitations est de l'ordre de 2 ha[3]. 40% du verger encore exploité en 1990 datait d'avant 1960 (Jouve et col., 1990). Le verger est plus âgé dans les régions Ashanti et Centrale que dans la région Ouest où se sont faites la plupart des plantations en hybrides (150 000 ha environ), notamment dans le cadre de programmes à financement extérieur dans les années 1970.

Les systèmes de métayage Menka et Abusa sont très répandu et concernent 75% de la production environ. Le métayer donne 50% de sa récolte au propriétaire dans le système Menka, un tiers dans le système Abusa. Les propriétaires sont environ 250000, possédant 2 à 3 parcelles. Les exploitants, propriétaires ou métayers, exploitent des superficies vivrières du même ordre de grandeur que leur verger cacaoyer.

La petite exploitation est largement dominante, mais il existe également 53 « grandes plantations », créées par l'État entre 1976 et 1978.

La situation phytosanitaire est mauvaise :

- les mirides ne sont pas contrôlées, seul l'ombrage généralement fort des plantations permet leur limitation;
- la pourriture brune fait des ravages;
- le swollen shoot est loin d'être endigué, de nombreux foyers existant en dehors de sa zone « traditionnelle ». Les replantations effectuées dans les zones d'arrachage souffriraient en partie d'une reprise de la maladie, en dépit de la tolérance dont elles devraient faire preuve.

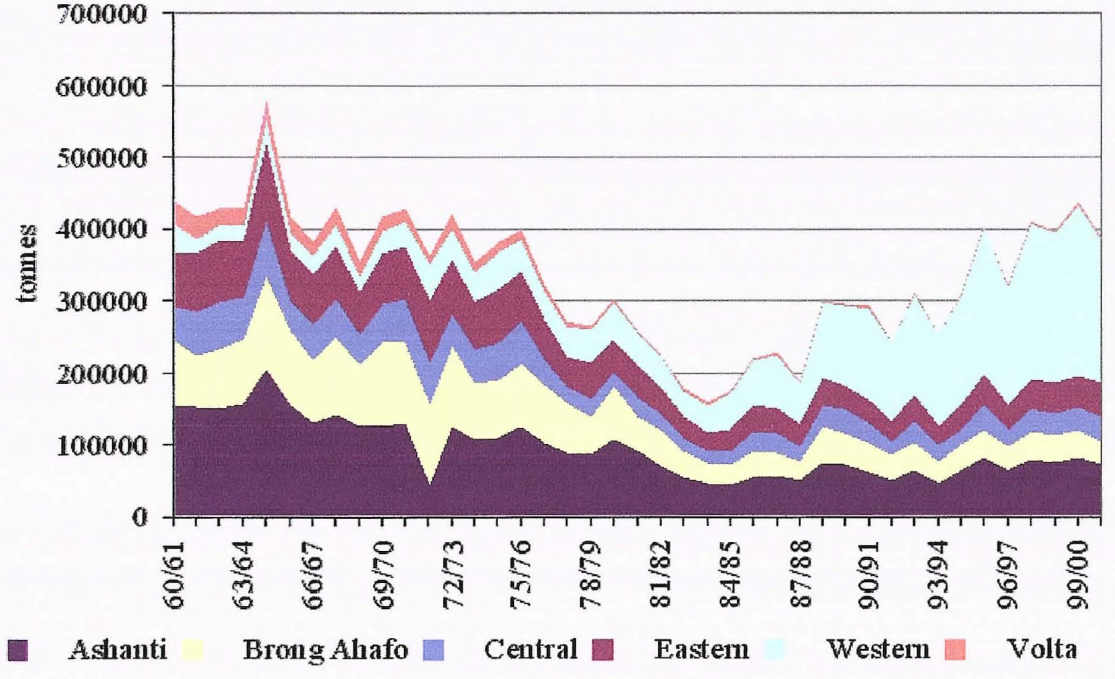


Figure 4 : l'évolution de la production régionalisée de cacao de 1960 à 2000

Source : Cocobod

Les pratiques culturales sont traditionnelles : ombrage important et densités très élevées qui ne favorisent pas le bon établissement de la couronne des arbres. En conséquence les rendements sont très faibles : de 160 à 250 kg/ha avec une moyenne pouvant se situer vers 180 - 200 kg/ha.

En 2000, le gouvernement souhaitait augmenter la production à 550000 t à moyen terme et à 750000 t à plus longue échéance. Selon M. John Newman, président du Cocobod, le premier objectif pourrait être atteint assez rapidement : la simple amélioration des techniques agronomiques devrait permettre d'augmenter le rendement moyen de 350 kg/ha à 600 kg/ha comme en Côte d'Ivoire[4].

2.3. La commercialisation des produits

Pendant longtemps, le système de commercialisation est demeuré totalement étatique, sous la responsabilité du Ghana Cocoa Board, ou « Cocobod », créé par décret en 1947. Ses attributions et ses règles de fonctionnement sont définies une loi de 1984.

En 1990, son fonctionnement était ainsi décrit (Jouve et col., 1990) :

L'achat aux paysans est obligatoirement fait, au niveau des villages, par des « sociétés de base » (au nombre de plus de 3000). Ensuite, chacun des 134 districts doit inspecter ce cacao avant de le concentrer dans l'un des six centres régionaux, d'où il est acheminé à Accra, à Tema ou à Takoradi. L'ensemble de la filière dépend de la PBC (Produce Buyer Company Ltd.), une filiale du Board. Le transport est à 85% sous-traité à des privés.

L'inspection du cacao et la détermination de son « grade » sont du ressort du PID (Produce Inspection Department). La manutention au port et l'exportation sont faites par deux autres sociétés d'État.

La commercialisation du cacao rencontre de très grandes difficultés :

- grand nombre de « sociétés de base », et personnel pléthorique, provoquant des coûts d'achat élevés;
- problème de paiement au producteur, rarement au comptant, avec souvent des arriérés importants et des fraudes;
- infrastructures dans un état catastrophique, notamment dans la région Ouest (où la production est la plus importante), dont les pistes sont impraticables à la saison des pluies;
- absence de capacités de stockage dans cette même région Ouest;
- mauvais état des installations portuaires et ferroviaires.

Pour pallier à ces difficultés, et de manière à satisfaire aux exigences des institutions de Bretton Woods, la filière fut partiellement libéralisée en juin 1993 en matière de commercialisation intérieure. Le cadre juridique du nouveau système de commercialisation est consigné dans « Regulations and Guidelines for the Privatisation of Internal Marketing of Cocoa », un document publié par le Cocobod.

Dans leur fonctionnement, les LBCs (Licensed Buying Companies) sont tenues de se soumettre aux règles et aux lignes de conduite définies dans le document précité. Au départ, les acheteurs potentiels soumettent une demande d'agrément au Cocobod. Après examen par un comité indépendant réuni à cet effet, les candidats retenus reçoivent une licence provisoire qui peut être transformée en licence définitive si le Cocobod obtient la garantie que les bénéficiaires provisoires ont des équipements adaptés à un fonctionnement efficace. Le fonctionnement de tous les LBCs est contrôlé de près par le Cocobod.

Pendant la petite traite de 1993, quand le système d'acheteurs multiples entra en vigueur, 6 sociétés opérèrent en sus de la PBC. En 1996/97 ces sociétés étaient au nombre de 13, qui commercialisèrent 32% du cacao en concurrence avec la PBC qui en commercialisa 68%.

Depuis 1997, 6 autres sociétés se sont ajoutées (Cocobod[6], 2003).

Toutes les LBCs achètent le cacao aux planteurs à un prix minimum déterminé par le PPRC (Producer Price Review Committee) qui comprend des responsables du Cocobod, un représentant des planteurs,

[4] source : europa.eu.int/comm/development/publicat/courier/courier180/fr/fr_030.pdf.

des représentants du gouvernement et des représentants des LBCs. Les LBCs achètent leur cacao par l'intermédiaire de centres d'achat situés dans les zones de production.

En moyenne, environ 4600 centres d'achat ont fonctionné entre 1993 et 1997. Après avoir acheté le cacao, les LBCs invitent la QCD (Quality Control Division) à déterminer le grade et à sceller le cacao à un tarif fixé par le PPRC. Le cacao sous scellés est évacué par les LBCs en utilisant des transporteurs privés à des points d'enlèvement préétablis tels que : le port de Tema, celui de Takoradi, et un port intérieur à Kaase, Kumasi. Les tarifs payés pour l'évacuation sont également déterminés par le PPRC. Des responsables du CMC enlèvent le cacao aux divers points précités. Les LBCs sont payées par le Cocobod en fonction de marges établies par le PPRC. Une fois la passation effectuée, la gestion du cacao devient la responsabilité du CMC jusqu'à son embarquement.

Une étape supplémentaire a été franchie le 31 mars 2000 : la PBC (Produce Buying Company) a été vendue au SSNIT (Social Security and National Investment Trust), avec pour structure du capital :

- SSNIT 51%, soit près de 100 millions d'actions à 500 ¢ l'unité;
- État 20%;
- GCCSGA[5] 20%;
- employés de PBC 5%;
- public 4%.

La PBC a acheté 45% de la production nationale de cacao en 1999/2000. Elle dispose de 2700 centres d'achat, 116 dépôts de district avec une capacité de stockage de plus de 300000 tonnes et des entrepôts dans les ports.

La qualité du cacao ghanéen a longtemps été prise comme référence mondiale. Elle reste considérée comme largement supérieure à celle de la Côte d'Ivoire, notamment sur le marché anglo-saxon où le cacao ghanéen bénéficie d'une prime. Cette qualité serait essentiellement due au savoir-faire acquis par les planteurs depuis des décennies.

2.4. La transformation locale du cacao

Les débuts de l'industrie du cacao au Ghana datent de 1949 quand Gill et Duffus de Londres créèrent la WAM (West African Mill) à Takoradi[6].

En 1963, le gouvernement acheta 51% des parts de la WAM et, par le biais de la SCPC (State Cocoa Products Corporation) entreprit la construction de deux nouvelles unités de traitement à Takoradi et à Tema.

L'usine de Takoradi, construite par la société Thyssen Stahlunion d'Allemagne de l'Ouest fut inaugurée en 1964. Elle transforme les fèves de cacao en liqueur, beurre, tourteau et poudre. Gérée au départ par Paterson Simons and Edward de Grande-Bretagne selon un accord conclu avec le gouvernement pour 5 ans, l'usine fut placée sous la responsabilité du Cocobod en 1969.

La construction de l'usine de Tema fut également entreprise en 1963 par le Groupe Drevici, mais elle ne s'acheva qu'en juin 1972, quand l'usine fut placée sous la responsabilité du Cocobod. La même année, elle commença à exporter des produits transformés : liqueur, beurre et tourteau.

En 1973, le Cocobod créa la CPC (Cocoa Products Company) pour coordonner et contrôler le fonctionnement des deux usines. La même année, la fabrique de chocolat Golden Tree, également mise en service par le Groupe Drevici et qui était rattachée à l'usine de Tema fut absorbée par le Cocobod.

En 1981, les usines de transformation du cacao de Tema et de Takoradi acquirent la personnalité morale et devinrent la CPC Ltd., une filiale du Cocobod, tandis que la WAM Ltd., dont le Cocobod détenait 51% des parts, devenait également filiale à part entière l'année suivante, après que Gill et Duffus aient rétrocédé leurs actions. L'usine de Tema qui commercialisait ses chocolats et confiseries

---

[5] association des producteurs de cacao, café et karité du Ghana

[6] source : http://www.cocobod.gh, novembre 2003

sous les marques « Portem » et « Golden Tree » prit le nom de Portem tandis que l'usine de Takoradi prenait le nom de Taksi pour la même raison.

En 1989, les capacités de broyage de fèves de cacao installées au Ghana (77 000 t) étaient réputées inutilisées à 75% en raison de l'âge et du mauvais entretien des usines (Jouve et col., 1990).

raison sociale	date de création	localisation	capacité (t)[7]
West Africa Mills	1947	Takoradi	35 000
Taksi	1964	Takoradi	22 000
Portem	1965	Tema	20 000
total			77 000

En 1990, l'usine de Tema, connue sous le nom de Portem, fut éclatée en deux unités, à savoir :

- Portem cacao, qui transforme les fèves en liqueur, beurre, tourteau et poudre;
- et Portem confiserie pour la fabrication de tablettes, de chocolat de couverture, de palets et de chocolat en poudre.

La CPC Ltd. WAM à Takoradi fut privatisée en septembre 1992. Le Cocobod détient cependant 40% des parts de la nouvelle société, connue sous le nom de WAMCO Ltd., tandis que la société allemande Schroeder du Groupe Hosta détient la majorité des parts avec 60%.

En décembre 1993, la seconde usine de Takoradi fut également privatisée : WAMCO Ltd., Takoradi, racheta au Cocobod CPC Ltd., Taksi. La capacité de traitement des deux unités WAMCO I et WAMCO II atteint 60000 t.

Les deux usines de Tema de feu CPC Ltd. sont demeurées des filiales du Cocobod. Après réhabilitation en 1990, la capacité nominale de l'usine de cacao a été portée de 20000 à 25000 t/an. La production de chocolat et de produits de confiserie a également sensiblement augmenté après la réhabilitation.

En 2000, les usines de Tema et de Takoradi, avec un effectif de 850 personnes, ont traité 20% de la production nationale de cacao[4].

[7] source : APROMA

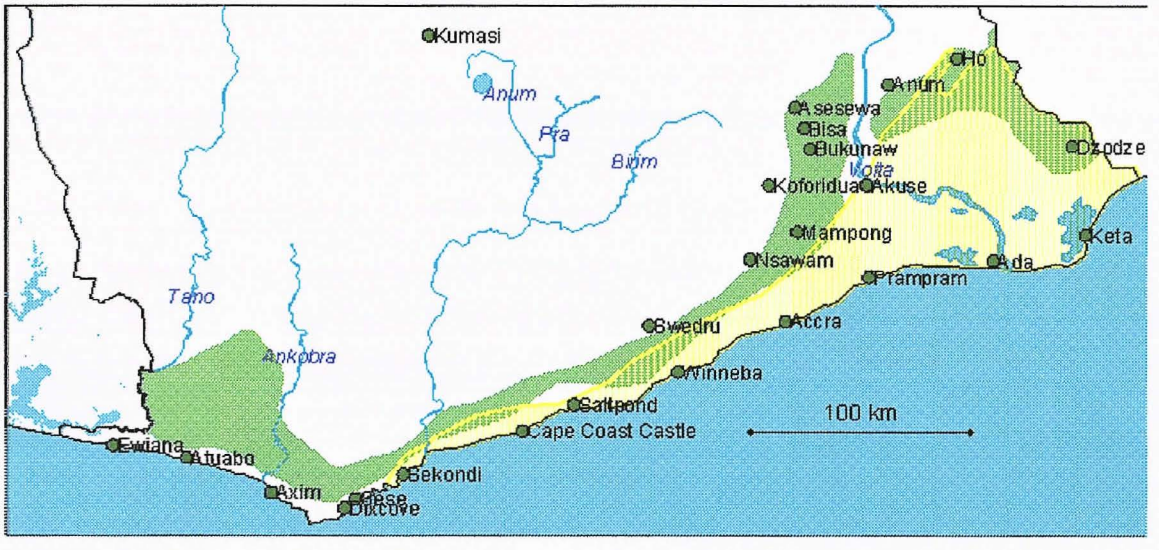
3. LE PALMIER À HUILE

3.1. La dynamique du développement de l'élaeiculture

3.1.1. La première ceinture de palmiers (1820 – 1955)

Avec le déclin du commerce des esclaves, interdit par l'Angleterre en 1807, puis par la France en 1815, et la demande croissante en matières premières engendrée par la révolution industrielle en Europe, l'huile de palme et les palmistes devinrent progressivement les principaux produits exportés.

Le maximum fut atteint en 1884 où ils représentèrent 70% du total des exportations. Ils provenaient de la « vieille ceinture de palmiers » : une bande de terrain pratiquement continue, principalement plantée de palmiers (jusqu'à 124 par ha), d'une largeur de 8 à 60 Km qui s'étendait parallèlement à la côte sur près de 500 Km, de la région de Dzodze au Sud-est à celle d'Ewiana[8] au Sud-ouest (Gyasi, 1992). A l'époque, tous les transports se faisaient à tête d'homme ou par pirogue, ce qui limitait l'extension de la culture aux zones proches des ports d'embarquement, qui étaient également mieux sécurisées.



la « vieille ceinture de palmiers » zone de savane côtière

Figure 5 : la localisation de la palmeraie ghanéenne à la fin du 19è siècle

Sources : Fig. 1, p. 40, Gyasi 1992; A study of the oil palm in Ghana. J. S. Addo Consultants, 1989.

Les principales zones de production étaient :

- le triangle formé au Sud-est par Ho, Anum et Dzodze, qui approvisionnait les ports d'Akuse, Keta et Ada;
- le pays Akuapem/Krobo/Shaï, particulièrement autour de Nsawam, Mampong, Asesewa et Bisa, dans l'arrière-pays des ports d'Accra, Prampram, Akuse et Ada;
- l'arrière-pays immédiat des ports de Winneba et de Saltpond;
- les alentours des ports de Sekondi, Dixcove, Axim et Atuabo.

L'arrière-pays immédiat de Sekondi et une région située entre Asesewa-Bisa et la rivière Volta étaient réputées avoir la plus forte concentration de palmiers (environ 120 à 124 par hectare). Le fait qu'une partie non négligeable de la ceinture ait été située dans des zones marginales ou carrément impropres (la savane côtière) suggère que ce désavantage écologique était plus que compensé par une meilleure sécurité et des frais de transport moins élevés.

[8] à présent Half Assini

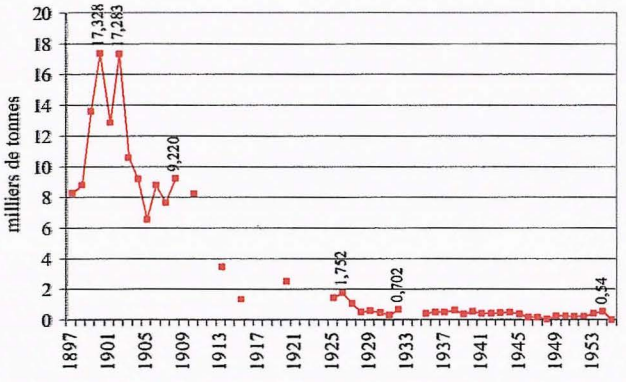
Pendant la deuxième moitié du 19e siècle, le développement de la navigation à vapeur modifia sensiblement les conditions du marché. Les commerçants européens sur la côte ouest-africaine se multiplièrent et se firent concurrence. L'offre augmenta plus rapidement que la demande, faisant chuter le prix de l'huile de palme de 40 $ à 22 $ la tonne à Londres entre 1851 et 1881 (Coquéry-Vidrovitch & Moniot, 1974). Les bateaux à vapeur remontaient les cours d'eau, diminuant les besoins de portage et réduisant le rôle joué par les intermédiaires africains.

Le cours chuta si bas qu'il fut rapporté en 1886 que les populations du pays Akuapem, zone de production majeure, avaient pratiquement cessé de convoyer l'huile de palme et les palmistes vers les ports (Hill, 1963). La ceinture de palmiers commença à disparaître tandis que le cacao prenait son essor. En 1906, celui-ci supplanta l'huile de palme comme premier produit d'exportation.

Diverses mesures furent prises pour tenter d'endiguer ce déclin, surtout après 1910 (Gyasi, 1992). L'établissement de plantations appartenant à des Européens équipées de matériels d'extraction mécanique fut encouragée par l'Ordonnance Palmier à Huile de 1912 qui habilitait l'administration à accorder à un huilier l'exclusivité du traitement, par voie mécanique, des fruits produits dans un rayon de 16 Km de l'usine. Plusieurs entreprises s'installèrent, notamment à Butre, Sese et Winneba.

Celles-ci firent faillite pour la plupart en raison de la faiblesse du cours mondial de l'huile de palme et du prix peu attractif offert aux villageois pour leurs fruits.

L'huilerie de l'UAC (United Africa Company) fut installée à Bukunaw dans le district de Krobo en 1931, pour profiter des avantages de l'Ordonnance de 1912 et du Schéma Général de Subvention des Huileries de Palme. Celui-ci, adopté par le gouvernement en 1929, prévoyait de subventionner toute grande huilerie dont l'approvisionnement chuterait en deçà de 5/6e de sa capacité. Cette huilerie également se révéla non rentable.



palme de la Gold Coast de 1897 à 1954

Sources : Hubert 1911; Gyasi 1992

L'introduction de concasseurs mécaniques communautaires pendant les années 30 échoua en raison de l'inconvénient qu'il y avait à regrouper les noix au centre de traitement mécanique et également de la menace que cette mesure faisait peser sur le travail des femmes pratiquant le cassage manuel des noix.

Il y eut également des tentatives infructueuses pour interdire l'abattage des palmiers et pour introduire une méthode d'extraction du vin de palmiers sur pied. D'autres tentatives concernèrent la promotion d'unités d'extraction manuelles et l'organisation des producteurs en coopératives pour approvisionner les huileries en fruits de palme... Mais le déclin se poursuivit et les exportations cessèrent en 1955. Le pays devint importateur d'huiles, et notamment d'huile de palme, dès 1961 (Figure 6, Tableau 10 et Tableau 11, p. 34).

3.1.2. Le nouvel essor de la palmeraie (1950 – 2000)

Dans les années 50 commença le développement systématique de plantations avec des semences *tenera* fournies par le WAIFOR (West African Institute for Oil Palm Research) au Nigeria. Ces premières plantations étaient généralement de petite taille.

Au début des années 60, l'Etat, par l'intermédiaire de la SFC (State Farms Corporation), entreprit de développer des plantations de taille moyenne dans toute la zone forestière des Eastern, Ashanti et Central Regions : à Kwamoso, Huhunya, Pretsea, etc.. La plus importante fut celle d'Okumaning avec 807 ha plantés sur une concession totale de 4439 ha (Anon., 1988).

En 1964, le Ghana créa sa propre structure de recherches : l'OPRC (Oil Palm Research Centre) à la Station de Recherche Agricole de l'Université du Ghana, à Okumaning, sous la forme d'un département du CRI (Crops Research Institute); ceci pour pallier à la disparition du WAIFOR dissous en 1962. En 1966, ses activités furent transférées à Kusi, sur un terrain de 1085 ha acquis par le CRI.

L'importation croissante d'huile de palme et d'autres huiles pesait lourd sur la balance du commerce et de nouvelles mesures furent prises vers le milieu des années 70 pour développer la production, avec l'appui des bailleurs de fonds. Elles furent facilitées par la disponibilité locale de semences améliorées.

De 1970 à 1990 les superficies plantées furent multipliées par cinq, passant de 18000 à près de 100000 ha.

Cette nouvelle ceinture se développa principalement au Nord de l'ancienne, matérialisant un glissement des concentrations de palmier de la zone littorale vers l'intérieur du pays, au climat plus favorable (Gyasi, 1992).

Tableau 1 : les superficies plantées en palmiers sélectionnés en 1988[9]

société	ha
NOPP	4200
GOPDC[10]	6450
BOPP[10]	6180
TOPP	4047
sous-total	20877
SOPP – Okumaning	807
autres sites	1822
plantations privées	52624
total	76130

Les plantations étaient en majorité de petite taille, mais il y avait également une vingtaine de plantations de taille moyenne (de 200 à 1200 ha), dont les plus importantes étaient : Ghana Fruits Co., Begoro Oil Palm Plantation et Ameen Sangari Agricultural Ltd., ainsi que 4 grands complexes : la NOPP au Nord-ouest de Takoradi, la BOPP (Benso Oil Palm Plantation) située quelques kilomètres plus au Nord à Adum Banso - Western Region, la TOPP (Twifo Oil Palm Plantation) à Twifo Praso - Central Region et la GOPDC (Ghana Oil Palm Development Corporation) à Kade - Eastern Region.

A l'exception des grands complexes et d'Ameen Sangari qui possédait une huilerie de 8 t/h, ces plantations avaient généralement des huileries d'une capacité de traitement de 1,5 à 3 t/h. Certaines de ces usines avaient une capacité insuffisante pour traiter la production de leur plantation (Okumaning), tandis que d'autres s'approvisionnaient à l'extérieur (Oboamah). Ceci entraînait des distances de transport parfois importantes pour les régimes, sur des pistes souvent en mauvais état.

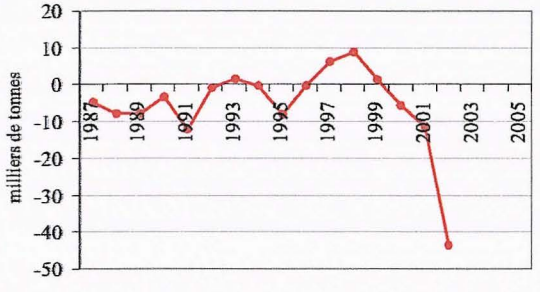


Figure 7 : le bilan des échanges de corps gras aux frontières (export - import)

Source : Oil World annual 1992, 1996, 2002, 2003

Cet effort de plantation permit au pays d'exporter à nouveau de l'huile de palme à partir de 1984 et même de couvrir ses besoins en oléagineux de 1992 à 1999, comme il ressort de l'examen du bilan des échanges aux frontières (Figure 7 et Tableau 12, p. 35). Seul celui-ci permet en effet d'apprécier la situation d'un pays, car si la situation au 19e siècle était relativement simple à analyser, un pays étant soit exportateur, soit importateur, il n'en alla plus de même à partir de la seconde moitié du 20e siècle. Les progrès réalisés en lipochimie, autorisant la substitution de la plupart des corps gras entre eux, et la multiplication des échanges internationaux firent que tous les pays devinrent à la fois exportateurs et importateurs.

[9] source : Anon., 1989
[10] y compris les plantations villageoises

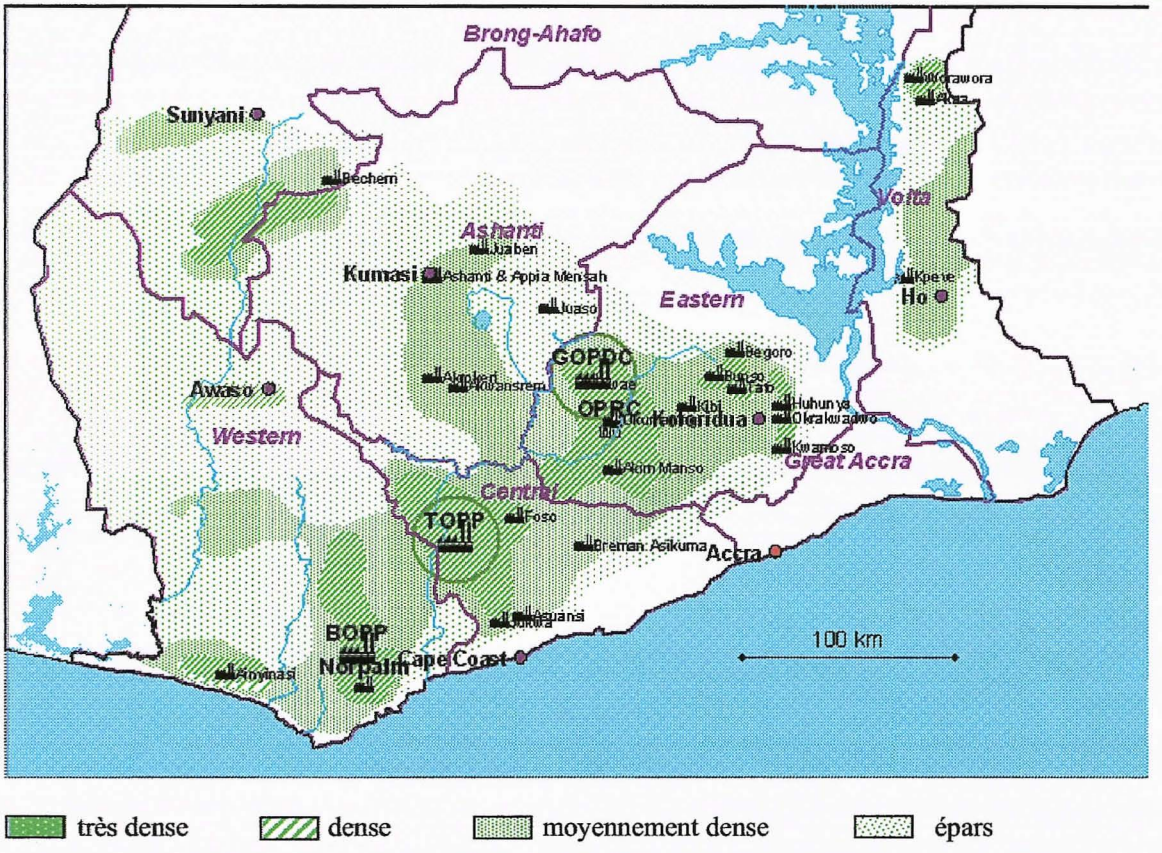


Figure 8 : la nouvelle ceinture de palmiers

Sources : Fig. 2, p. 41, Gyasi 1992; données personnelles

3.1.3. Le besoin d'un troisième souffle (2004 – 2020)

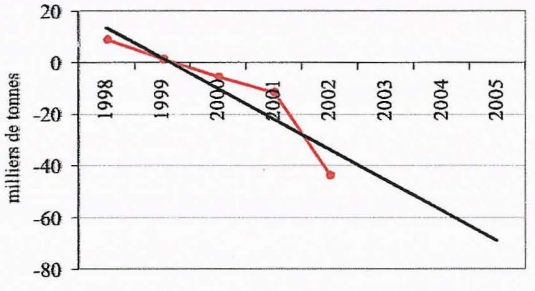


Figure 9 : tendance récente des échanges aux frontières (export - import)

Source : Oil World annual 2002 & 2003

A la fin du 20è siècle est apparu un nouveau déséquilibre entre l'offre et la demande en corps gras, cette dernière augmentant plus vite que la production nationale. Le gouvernement en a pris conscience et dès 2002, a inscrit le palmier à huile au programme des « Initiatives Présidentielles Spéciales », destinées à promouvoir les exportations.

Dans ce cadre il est prévu de planter 20.000 ha/an pendant cinq ans, ce qui doublerait la superficie plantée, en vue de satisfaire la demande nationale, puis de réaliser deux autres tranches de 100.000 ha pour approvisionner le marché régional.

En 2003, 12 prépépinières ont été mises en place, pour un coût total de 18,1 milliards de cédis. Elles sont situées dans les régions Central, Western, Eastern, Ashanti et Brong-Ahafo. Il est prévu d'y ajouter la Volta Region en 2004.

Les pépinières sont conduites par des sociétés privées, à savoir : B & N Farms, Norpalm, MAOPP, Ayiel Oil Mills, Obooma Mills, Akotosu Farms, Agyepong Farms & Co., Sarpcoe, Juaben Oil Mills et Rohana, OPRI.

3.2. Les grands complexes agro-industriels

3.2.1. GOPDC (Ghana Oil Palm Development Corporation)

La GOPDC fut créée en 1975 dans le cadre d'un programme de diversification des cultures financé par la banque Mondiale (Jannot, 1998). Il bénéficia au départ de l'assistance technique de l'Institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux (IRHO). En 1995, la GOPDC devint une Société à Responsabilité Limitée propriété de Siat (Ghana) Ltd., un joint-venture entre Siat S.A. de Bruxelles et le SSNIT (Social Security and National Insurance Trust Co.) du Ghana qui en acquit 60% des parts. A présent, la GOPDC est géré par Siat S.A. dans le cadre d'un Contrat de Gestion.

La concession de 8000 ha est située à Kade (Kwaebibirem District, Eastern Region). 3517 ha ont été mis en valeur sous la forme d'une plantation industrielle, aisément accessible par une route goudronnée de 145 Km qui relie Accra à Kwae.

L'huilerie a été mise en service fin 1982 avec du matériel Stork à la capacité de 15 t/h. Celle-ci a subi deux augmentations successives qui l'ont portée à 30 t/h en 1992 (les presses Stork ont notamment été remplacées par des presses P9 d'Usine de Wecker), puis à 40 t/h en 1997 (avec ajout d'un troisième groupe malaxeur-presse P9). Elle dispose en outre à présent (2003) d'un atelier de trituration de palmistes de 45 t/j.

Tableau 2 : les superficies des outgrowers du GOPDC (ha)

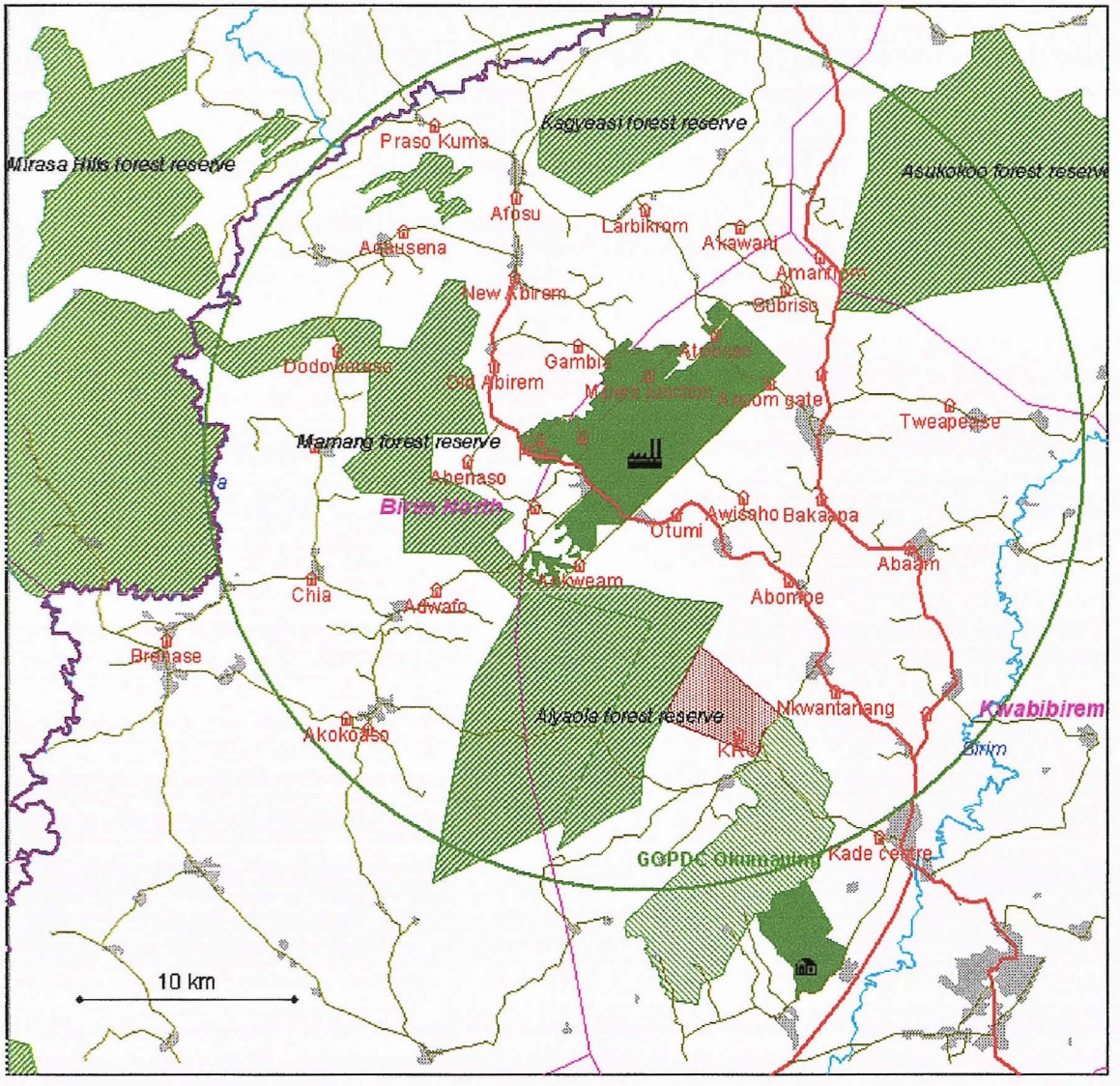
phase	période	ha
1	1979 – 1982	130
2	1986 – 1992	5142
3 a	1993 – 1994	1345
3 b	1995 – 2002	6100
total		12717

Source : GOPDC

Un programme de plantations villageoises groupées et loties à raison de 5 ha par famille a été réalisé de 1978 à 1982 pour un total de 1051 ha, en prolongement de la plantation industrielle et à l'Ouest de celle-ci.

Un programme de plantations villageoises dispersées a été entrepris en 1979, qui représente en 2003[11] un total de 12700 ha environ pour 7000 planteurs en majorité situés dans un rayon de 20 Km autour de l'usine (Tableau 2). Pour l'achat de leur production, la Gopdc gère 37 centres de collecte primaire où les planteurs viennent livrer leurs régimes et leurs fruits détachés au moment et par les moyens qui leur conviennent. Ceux-ci sont ensuite évacués vers l'huilerie par des camions à benne amovible appartenant à la société. Environ 440 Km de pistes ont été créés et son entretenus par la Gopdc pour permettre l'accès aux plantations par des véhicules motorisés (Figure 10 : la zone d'intervention de la GOPDC).

[11] source : http://www.gopdc-ltd.com, novembre 2003



centre de collecte rayon de collecte de 20 Km

Figure 10 : la zone d'intervention de la GOPDC

Source : GOPDC

En 2002, la société a racheté à l'Etat la concession de la SOPP-Okumaning, située à 25 Km environ au Sud de l'huilerie. La concession d'une superficie totale de 5080 ha était principalement constitués de jachères incultes, les vieux palmiers ayant été abattus dans le courant du deuxième semestre 1997 par les villageois du voisinage pour produire du vin de palme. Sue cette concession, 2100 ha sont destinés à la plantation industrielle et 1200 ha sont affectés à un programme d'installation de « smallholders ». Les réalisations de 2002 portent sur 650 ha de plantation industrielle ; les activités prévues pour 2003 concernent la création de 750 ha de plantation industrielle et le démarrage du programme de plantations villageoises.

La GOPDC a également en projet une unité de raffinage-fractionnement des huiles de palme et de palmiste dont la réalisation est prévue en 2003/2004 et pour laquelle un financement a été demandé à l'ADB.

3.2.2. BOPP (Benso Oil Palm Plantation Ltd.)

BOPP a été créée en 1976 sous la forme d'un joint-venture entre Unilever Ghana Ltd., actionnaire majoritaire avec 58,55% des parts, et le Gouvernement du Ghana, avec 41,45% des parts. Son objectif était de fournir la matière première à l'unité de production de savon et de corps gras alimentaires de Lever Brothers (Ghana) Ltd. à Tema.

La plantation industrielle de 4230 ha est située dans la Western Region près d'Adum Banso, à 42 Km au Nord de Takoradi. L'huilerie de 15 t/h a été inaugurée en 1981.

Un programme de plantations villageoises groupées et loties, financé par l'AFD, a été réalisé de 1994 à 1999 pour un total de 1650 ha partagés entre 438 petits planteurs.

3.2.3. TOPP (Twifo Oil Palm Plantation Ltd.)

TOPP est un Projet Agricole spécial entrepris par le Gouvernement du Ghana en 1977 avec des financements de l'UE, de la CDC, de la FMO et du Gouvernement Néerlandais. En 1998, Unilever Ghana Ltd. a acquis 40% des parts et obtenu un mandat de gestion. Le Gouvernement du Ghana a conservé 40,46% des parts (2001).

La plantation industrielle de 4250 ha est située dans la Central Region à Twifo Praso, à 68 Km au Nord de Cape Coast. L'huilerie de 30 t/h a été inaugurée en 1988.

Un projet de plantations villageoises dispersées a été entrepris en 1988 avec pour objectifs d'offrir une assistance financière et des conseils techniques aux petits et moyens planteurs et de réhabiliter les plantations existant dans le voisinage.

La superficie totale plantée atteint 3165 ha (2001), dont 2022 de créations nouvelles, 508 de réhabilitations et 635 autofinancés. Le financement originel de l'UE s'est achevé en 1992 et à présent le projet s'autofinance avec une contribution additionnelle de TOPP de 2% sur les ventes d'huile brute qui s'ajoute aux remboursements de planteurs; tous les excédents sont réinvestis. Les remboursements des planteurs sont effectués à raison de 25% de la valeur de cession des régimes.

Un projet de plantations villageoises groupées et loties, financé par le Ceredec et l'UE, a été réalisé de 1983 à 1998. Il est géré par une unité autonome appelée TSOPP, en liaison avec TOPP qui lui apporte son aide. Le projet avait pour objectif d'offrir des activités compensatoires aux villageois déguerpis par l'attribution d'un terrain pour TOPP.

Au total, le projet porte sur 2832 ha, mais il a été réorienté vers un projet de plantations dispersées après que 1018 ha aient été créés en un bloc loti, par manque de soutien des villageois. Ce projet s'autofinance également grâce à une contribution de TOPP de 1% sur les ventes d'huile brute et aux remboursements des planteurs, qui sont réinvestis. Les remboursements sont calculés à raison de 30% de la valeur des régimes, ou 25% si le terrain appartient au planteur.

3.3. La situation de la filière palmier en 2003

3.3.1. Le bilan des corps gras alimentaires

La consommation de corps gras alimentaires est généralement estimée à 120000 t/an (2001), dont 60000 t proviennent du secteur moderne (les complexes agro-industriels), environ 40000 t sont produites par des méthodes artisanales et le reste est importé.

3.3.2. Les sociétés de première transformation

Il existe plus de 15 mini-huileries, en sus des 4 huileries industrielles des grandes plantations. La capacité nominale de traitement installée totalise plus de 110 t/h de régimes (Tableau 3).

Tableau 3 : les huileries de palme

huilerie	localité	province	matériel	mise en service	capac. (t/h)	source financ.
1° Huileries industrielles						
GOPDC	Kwae	Eastern	Stork/UdW	1982	40	
Twifo Oil Palm	Twifo	Central	Stork	1988	30	
Benso Oil Palm	Benso	Western	Unilever	1981	15	
National Oil Palm	Pretsea	Western	Stork		8	
sous-total					73	
2° Mini-huileries						
Ameen Sangari Agricultural					8,0	
Anwia Nkwanta Oil Mills	Anwia Nkw.	Ashanti	Socoma		2,0	ADB
Appiah Menka Complex	Kumasi	Ashanti			5,0	
Ashanti Oil Mills	Kumasi	Ashanti	UdW		2,5	NIB
Juaben Oil Mills	Juaben	Ashanti	UdW		2,5	NIB
Adansi Oil Mills	Dompoasi	Ashanti	Stork		3,0	NIB
SOPP-Jukwa	Jukwa	Central	VDK		1,5	État
SOPP-Fosu	Assin-Fosu	Central	VDK		1,5	État
Waff Trading Co.	Nkwantanum	Central	Stork		1,5	ADB
SOPP-Okumaning	Okumaning	Eastern	VDK		1,5	État
Kwamoso Oil Palm	Kwamoso	Eastern			1,5	
Obooma Farm Products	Damang	Eastern	UdW		1,5	NIB
Ainyinasi Oil Mills	Ainyinasi	Western	Socoma		4,0	ADB
Ayiem Oil Mills	Mpohor	Western	UdW		2,5	NIB
Bogoso Oil Mills	Bogoso	Western	Socoma		2,0	ADB
Waopp Oil Mills	Adum Banso	Western	UdW		1,5	NIB
sous-total					42,0	

Les grandes huileries ont des capacités de traitement qui vont de 8 à 40 tonnes de régimes à l'heure. Elles sont équipées de stérilisateurs horizontaux, de presses à vis et d'un système de séparation des amandes par hydrocyclones, à l'exception de l'huilerie de NOPP, la plus ancienne, qui utilise une vieille technologie : stérilisateurs verticaux, presses hydrauliques et séparation des amandes par bain de boue.

Les mini-huileries ont des capacités de traitement qui vont de 1,5 à 8 tonnes de régimes à l'heure.

La NIB (National Investment Bank), sur ses diverses lignes de crédit étrangères, en a financé 6. Toutes sont équipées de presses à vis. L'huilerie d'Adansi Oil Mills Ltd. a du matériel Stork (hollandais); les autres sont de marque Usine de Wecker (luxembourgeois). Juaben, Adansi et Waopp ont des stérilisateurs horizontaux tandis que les trois autres ont des stérilisateurs verticaux. Trois mini-huileries : Juaben, Ashanti et Adansi ont des concasseurs à noix et peuvent produire des amandes, mais Ashanti Oil Mills n'utilise pas son concasseur et de ce fait, produit des noix. Juaben concasse les noix, mais la séparation des coques et des amandes est effectuée manuellement en utilisant un bain d'argile. Seule la société Adansi Oil Mills concasse les noix et utilise des hydrocyclones pour séparer les coques et les amandes; elle est également équipée d'une unité de clarification et de séchage pour améliorer la qualité de l'huile.

L'ADB (Agricultural Development Bank) a également financé quatre mini-huileries. Toutes sont de marque Socoma (un constructeur installé à Abidjan), financées par une ligne de crédit étrangère logée à l'ADB, sauf celle de la Waff Trading Company Ltd. qui est une huilerie Stork. Toutes produisent de l'huile de palme et des noix en utilisant des presses hydrauliques alimentées par des stérilisateurs verticaux. En 1989, il était prévu de réhabiliter ces 4 huileries et de porter leur capacité à 4 t/h.

Les plantations d'État ont trois mini-huileries de marque Vandekerckhove (VDK – belge) équipées de presses hydrauliques et de stérilisateurs verticaux qui produisent de l'huile et des noix. En 1989, elles rencontraient de graves problèmes d'approvisionnement en pièces détachées; le fabricant ayant cessé ses activités.

3.3.3. Les sociétés de seconde transformation

– Les huileries de palmistes

Il y a 5 sociétés au Ghana qui disposent d'installations de trituration des palmistes (Anon., 1989). Ce sont : Tema Food Complex Corporation (Tema), Mpohor Oil Mills Ltd. (Mpohor), Crystal Oil Mills Ltd. (Accra) qui triture également du coprah, St. Lewis Oil Mills Ltd., Kumasi et Juaben Oil Mills Ltd., Juaben.

– Les savonniers industriels

Ils sont également au nombre de 5, à savoir : Appiah Menka Industrial Complex (Kumasi), Ameen Sangari Ltd. (Cape Coast), Oil and Fats Ltd. (Accra), Lovable Soap Ltd. (Takoradi) et Leonco Ltd. (Anon., 1989).

– Unilever Ghana Ltd.

Le raffinage de l'huile de palme fut entrepris au Ghana en 1971 par Lever Brothers (Ghana) Ltd, qui fusionna le 14 juillet 1992 avec UAC of Ghana Ltd., une autre filiale de Unilever PLC, pour donner naissance à Unilever Ghana Ltd. En 2003, cette société demeure le principal opérateur de seconde transformation, et le seul à produire de la margarine et de l'oléine alimentaire.

La société est cotée en bourse : 66% des parts sont détenues par Unilever PLC et les 34% restant par des sociétés de placement publiques, représentant notamment 11000 Ghanéens. Elle possède une unité de raffinage-fractionnement ainsi qu'un complexe lipochimique à Tema.

La société a pour principale activité la fabrication et la commercialisation de 4 grandes catégories de produits, à savoir :

- des produits de ménage, connus sous les noms de : Key Soap, Omo, Brilliant, Sunlight, Vim et Gift Soap;
- des produits de toilette tels que Pepsodent, Close-Up, Geisha, Lux, Rexona, Asepso et Guardian soap A ceux-ci s'ajoutent : Vaseline, Claricer, Sweetie et Curl Out pommade pour les cheveux;
- des produits alimentaires qui sont : Holsum, Blue Band, l'huile de table Frytol lancée en 1988, « Abeba », le thé Lipton, le sel Annapauma, et la gamme des produits Royco, à savoir : Tomaroma, « Shito », Shrimps, « Dawadawa », Ginger and Beef.

La société détient 100% des parts de Swanzy Real Estate Ltd., est actionnaire majoritaire de BOPP et possède depuis 1998, 40% des parts ainsi que la gestion de TOPP. Ensemble, ces sociétés produisent plus de 32000 t d'huile de palme par an (2001), ce qui en fait les principaux producteurs du pays.

Ses consommations de corps gras par origine sont résumées dans le Tableau 4.

Tableau 4 : le détail des approvisionnements en corps gras de Unilever Ghana Ltd. (tonnes)

origine	nature	1995	1996	1997	1998	1999	2000
BOPP		13727	15073	16681	16176	13148	11767
TOPP		5287	9785	6074	7097	12534	13612
achats locaux		4449	11749	5367	4477	4193	1704
importations		18118	7603	9116	2114	3491	10460
total	huile de palme brute	41581	44210	37238	29864	33366	37543
importations	stéarine			2500	10637	11401	7501
importations	oléine				791	3491	2965
achats locaux	huile de coco		574	204	168	229	438
achats locaux	huile de palmistes		2601	3036	2260	3372	2680
importations	huile de coco		401	610	3139	1597	1658

Source : Unilever Ghana Ltd.

4. LE COCOTIER

En 1980, un recensement effectué par les services du Plan estimait la surface de la cocoteraie à environ 40000 ha, dont 36000 dans la Western Region et 4000 dans la Central Region. En 1995, et selon les mêmes sources, elle représentaient une surface équivalente, malgré la disparition d'au moins 1600 ha dans la première de ces zones et de plus de 2400 ha dans la seconde, causée par la maladie du Cap Saint-Paul. La création de nouvelles plantations, essentiellement en Western Region, sur défrichement de la bordure de la zone forestière aurait donc compensé cette perte de 4000 ha.

Cette maladie s'apparente aux cas de jaunissement mortel rencontrés dans d'autres pays d'Afrique, à savoir :

- la maladie de Kribi au Cameroun;
- l'Awka disease au Nigeria;
- la maladie de Kaïncopé au Togo;
- le lethal yellowing disease en Tanzanie.

Elle est apparue vers 1932 dans la région du Cap Saint-Paul (Volta Region), d'où son nom de Cape St Paul Wilt Disease (CSPWD). Elle a ensuite atteint la Western Region en 1964, dans la zone du Cape Three Points située à 350 Km du foyer initial, se développant depuis cette époque dans cette région qui regroupe près de 90% de la cocoteraie ghanéenne.

En Central et Western Region, la maladie s'étend simultanément sur la région côtière et vers l'intérieur, en bordure des cocoteraies saines, limitrophes de celles actuellement touchées, alors que de nouveaux foyers isolés apparaissent à plusieurs kilomètres au-delà du front des zones malades. Elle progresse en outre très rapidement vers l'Ouest à partir de la rivière Ankobra :

- 1994 : la maladie franchit la rivière Ankobra et la cocoteraie d'Asanta est atteinte;
- 1996 : un nouveau foyer est détecté à Ampain, après la rivière Amusure, situé à 14 Km du foyer d'Asanta (les cocotiers malades sont abattus);
- 1997 : un foyer est détecté à Azuleti à 35 Km d'Asanta (les cocotiers malades sont abattus);
- à ce jour, plus de 80% de la cocoteraie d'Asanta est détruite et la maladie progresse vers l'Ouest.

Cette situation a de quoi inquiéter, mais il faut reconnaître que les cocoteraies des pays les plus affectés par ce type de maladies n'ont jamais été complètement détruites. La cocoteraie togolaise en est la meilleure et la plus proche illustration.

Les cocoteraies sont majoritairement établies en zone côtière, sur une bande de 2 à 5 Km de largeur s'étendant sur environ 100 Km jusqu'à la frontière de la Côte d'Ivoire. Les plus âgées sont situées au bord de la mer, dans leur milieu écologique d'origine, et les plus jeunes vers l'intérieur des terres, zone où la pression foncière est plus faible et où des terres sont encore disponibles. Le recrû arbustif poussant dans les interlignes est rabattu deux fois par an et la récolte est faite environ tous les trois mois. Les productions se situent entre 40 et 60 noix par arbre. Leur état sanitaire est généralement satisfaisant malgré des attaques générales d'*Oryctes*, sans incidence sur la production. Des attaques de *Pseudotheraptus* et d'*Eriophes* sont également observées; elles occasionnent des dégâts sur les fruits et induisent des chutes de noix entraînant une perte de production de l'ordre de 5 à 10%.

La cocoteraie fait depuis quelques années (en 2003) l'objet d'un programme de réhabilitation et de replantation avec du matériel tolérant, avec l'appui du Cirad et un financement de l'AFD.

5. L'HÉVÉA

5.1. Le développement de l'hévéaculture au Ghana

Hevea brasiliensis fut introduit en 1898 au jardin botanique Menka, près d'Accra. La première plantation fut créée à Offin River en 1904, et d'autres furent développées jusqu'en 1920 par des planteurs aussi bien européens que ghanéens. Puis, l'activité déclina en raison d'une conjonction de facteurs défavorables : faible prix du caoutchouc, difficulté à trouver de la main d'œuvre, impossibilité de se procurer du matériel amélioré et concurrence d'autres pays producteurs, notamment ceux d'Extrême-Orient.

Dans les années 1930, l'UAC (United African Company) réalisa des tests à petite échelle dans la région Ouest.

Le secteur connut une relance pendant et juste après la Deuxième Guerre Mondiale, mais déclina à nouveau quand les plantations d'Extrême-Orient se redressèrent.

En 1953, R. T. Briscoe créa une plantation privée à Dixcove. L'East Asiatic Company, une société Danoise, reprit en 1957 la plantation de 923 hectares de « seedlings ».

En 1959, 3400 ha d'hévéa étaient recensés au Ghana, tous aux mains du secteur privé.

En 1960, la plantation fut nationalisée et reprise par l'ADC (Agricultural Development Corporation), société d'État, qui fut absorbée en 1962 par la SFC (State Farms Corporation).

À la même époque, l'État créa des coopératives de développement agricole dans le but d'introduire et de développer en milieu villageois des cultures telles que les agrumes, le palmier, l'hévéa... Il mit en place notamment 3500 hectares de plantations coopératives de « seedlings » divisées en unités de 20 hectares.

Entre 1960 et 1968, 6500 hectares d'hévéas greffés furent plantés dans l'Ouest du pays, sous forme de fermes d'État qui devinrent par la suite la GREL.

Dans le même temps fut créée une petite plantation privée (Holland plantation) de 600 hectares située près de Kibi dans la Région Est du pays, qui fut reprise ensuite par des capitaux ghanéens.

En 1968, période de libéralisation après le coup d'état de 1967, l'État conclut un « joint venture » avec la Société Firestone Tyre and Rubber Company of Akron, Ohio, USA, pour construire une usine de pneus à Bonsaso et prendre en charge le développement des plantations d'hévéas, regroupées sous le nom de GREL (Ghana Rubber Estate Ltd.).

Une usine de traitement pour la mise en balles de latex coagulé au champ fut également construite par Firestone, à côté de l'usine de pneus, d'une capacité de 3500 t/an suffisante pour produire 400000 pneus.

De 1969 à 1980, la nouvelle société planta 3140 ha supplémentaires.

En 1976, la GECO (Ghana Export Company) planta près d'Asamankese dans la Région Est 250 hectares qui furent ensuite progressivement portés à 900 ha.

En 1977, Firestone entreprit la construction d'une usine pour la mise en balles de latex à Agona, d'une capacité de traitement de 10000 t/an, destinée à l'exportation. Malheureusement ce projet fut rangé dans les tiroirs en 1978.

Le traitement en plantations villageoises se limitait à la production de feuilles fumées de basse qualité, bien que du latex coagulé au champ ait été vendu à la GREL pour être mis en balles quand la capacité de production le permettait.

En 1978, Firestone se retira du capital de la GREL mais continua à en assurer la gestion et à fournir du personnel technique jusqu'en 1982.

En 1981, l'arrivée au pouvoir de J. J. Rawlings entraîna le départ de Firestone et la nationalisation de la GREL et des deux autres sociétés hévéicoles. Les coopératives qui vendaient leur production à Firestone furent abandonnées ainsi qu'une grande partie de la plantation industrielle de la GREL. Cet abandon contribua aux dégâts causés par les graves incendies de 1983, au cours desquels près de 20% des superficies plantées disparurent.

En 1988, SODECI - Terre Rouge entreprit sur financement de l'AFD la réhabilitation de la GREL. 3000 hectares et l'usine furent réhabilités entre 1988 et 1990 ; les 6175 hectares restants le furent entre 1991 et 1995.

A partir de 1991 fut engagé un nouveau programme de planting qui, de 1991 à 1999 porta la superficie à 12118 ha. L'usine d'Agona fut enfin construite. En 1992, la GREL reprit les achats de caoutchouc aux coopératives et en 1995 fut lancé le premier programme de plantations villageoises (1200 ha sur 6 ans avec 400 planteurs).

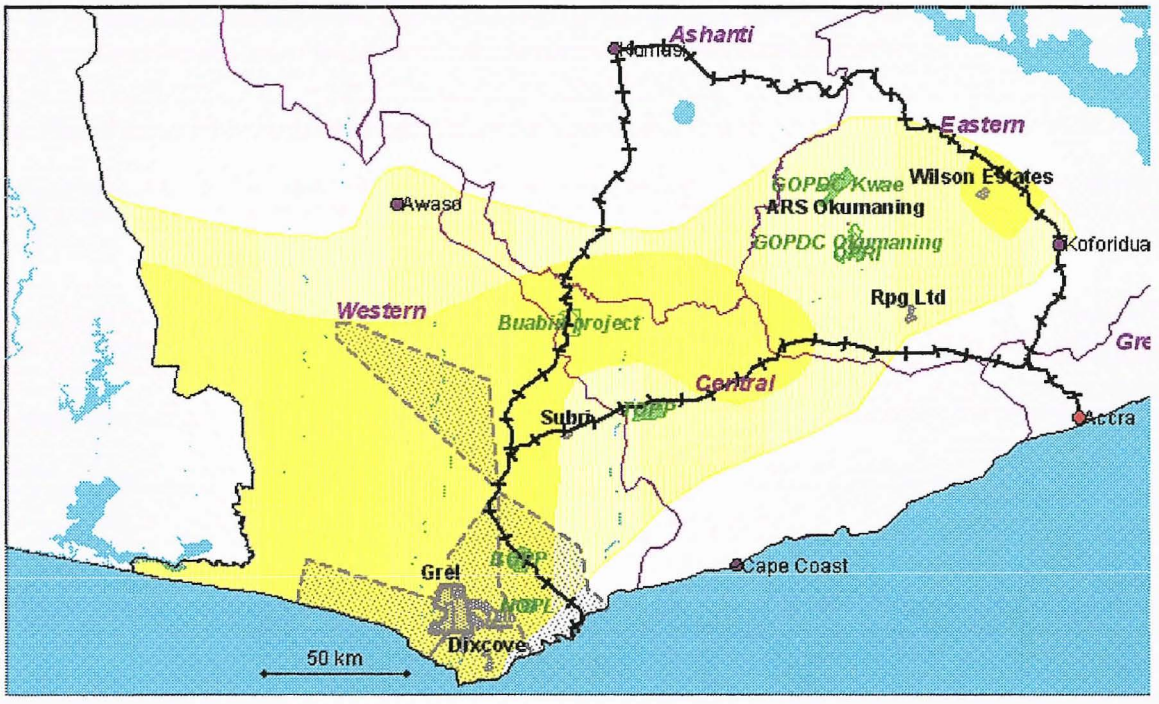
La GREL fut privatisée le 1er janvier 1996, achetée par le groupe Octide (qui avait acheté SIPH), et en février 1999 les avoirs caoutchouc d'Octide furent vendus à SIFCA. L'ancienne plantation de la GECO fut rachetée par le groupe Melcom (capitaux indiens) et fut renommée RPG (Rubber Production Ghana Ltd.) tandis qu'Holland Plantation, également privatisée, devenait Wilson Estates.

Tableau 5 : les hectares plantés en hévéas à fin 2003

	en saignée	immature	Total
Grel	10100	1470	11570
Wilson Estates	530	10	540
Rubber Plantations Topease	105	100	205
Coopératives	3500		3500
Outgrowers	284	2771	3055
Total			18870

A la fin de 2003, les superficies plantées approchaient 19000 ha (Owusu, 2003).

La situation sanitaire des plantations est bonne : il n'existe pas de maladies de feuilles (dues à *Corynespora casiicola* et à *Colletotrichum gloeosporioides*) comme il en existe au Gabon ou au Cameroun, ni de maladies de panneaux provoquées par le *Phytophtora palmivora*, responsable du « black stripe » et de la destruction des panneaux de saignée. En revanche le Fomès, maladie racinaire due à *Rigidoporus lignosus*, est présent mais peut être contrôlé par des traitements appropriés (Simon, 1998).



zone très favorable zone moyennement favorable

Figure 11 : la localisation de l'hévéaculture

Sources : Lemaître P., De Greef B., Ofusu-Budu K., Arditi C., Kofi V., 2001. Ghana rubber master plan; Rubber outgrower plantation project – phase II (ROPP-II). Annual report, year 2001, Appendix 2 p.28. Grel.

Un plan directeur pour le développement de l'hévéaculture a été élaboré en 2001 (Lemaître, 2001), en croisant des données pédoclimatiques, topographiques et socio-économiques. Il a permis de cerner la zone d'extension possible de l'hévéaculture au Ghana (Figure 11) et de fixer un objectif pour les 20 prochaines années. Ses principales conclusions sont résumées dans le Tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6 : les préconisations du plan directeur pour le développement de l'hévéaculture

	2001	2005	2010	2015	2020	total
Western Region						
• nouvelles plantations villageoises (ha)	2650					
		2500				
				5000		10150
• nombre de planteurs	844	1676	3071		5341	5341
Eastern Region						
• nouvelles plantations villageoises (ha)	500					
		2300				
				2000		4800
• nombre de planteurs		340	1600		3600	
Central Region						
• nouvelles plantations villageoises (ha)	500					
		2300				
				2000		4800
• nombre de planteurs		340	1600		3600	
Ashanti Region						
• nouvelles plantations villageoises (ha)	300					
		1500				
				3000		4800
• nombre de planteurs		300	1800		4800	

	2001	2005	2010	2015	2020	total
Concessions minières						
• nouvelles plantations villageoises (ha)	400					
		1800				
				1000		3200
Total						
• nombre de planteurs	844	2656	8071		17341	
• plantations						
nouvelles plantations villageoises	4350					
		10400				
				13000		27750
extensions et replantations des sociétés	3608					
		5240				
				3610		12458
total planté (ha)	7958					
		15640				
				16610		40208
• verger total (ha)		22394	34784		49991	
• production de caoutchouc						
Outgrowers		879	3318	11025	22230	
Cooperatives	1103	700	370	1785	4340	
Smallholders				3420	6750	
sociétés (Wilson & RPG)	1030	190	330	1699	3111	
Grel	8918	9555	9888	12560	16651	
total t	11051	11324	13906	30489	53082	

5.2. Le projet GREL (Ghana Rubber Estate Ltd.)

5.2.1. La situation foncière

Quand R. T. Briscoe créa la plantation de Dixcove en 1953, la terre lui fut cédée à bail par « Achinim Stool and others » pour 50 ans, durée qui fut prolongée en 1957 par un bail complémentaire de 49 ans. Ces baux portaient sur un domaine de 4914 acres (1989 ha). L'acquisition ultérieure de ce domaine par l'État, ainsi que ceux d'Abura et de Subri s'appuya sur le State Lands Act de 1962 (Act 125). Aux termes de cette loi, l'acquisition est compensée par une somme forfaitaire, versée une fois pour toutes aux Stools concernés.

Quand la GREL fut créée en 1968, les trois domaines de Dixcove, Abura et Subri lui furent transférées par le gouvernement du Ghana, avec un bail de 99 ans en date du 3 juin 1968. Ces domaines totalisaient une superficie de 36381 ha. Les Executive Instruments de ces transferts se réfèrent tous à l'Act 125 de 1962.

Tableau 7 : les superficies transférées à la Grel en 1968

site	acres	hectares
Abura	78840	31899
Dixcove	4914	1988
Subri	6165	2494
total	89919	36381

Les termes de ce bail furent confirmés en 1977 par le SMCD 84 (Supreme Military Council Decree n° 84).

En 1997, la décision fut prise de rétrocéder à l'État les parties de la concession qui n'avaient pas été plantées ou n'étaient pas retenues pour de futures extensions, soit environ 21000 ha, dont la plus grande partie se trouvait dans le domaine d'Abura.

Il était prévu que les modalités de gestion de cette zone fassent l'objet d'un accord entre la Grel et l'État dont l'objectif était de transférer ces terres à la Grel qui les détiendrait en qualité de « trustee » (administrateur) pour le compte de l'État et de confier à la Grel le rôle d'opérateur technique pour l'installation de petits planteurs d'hévéa ; les planteurs ayant accès à la terre par l'intermédiaire de baux avec l'État.

La perspective de libération des contraintes que le développement de la Grel faisait peser sur les réserves foncières de l'ex-concession a conduit un certain nombre d'exploitants de la West Nyan Zone à reprendre les défrichements pour planter du palmier à huile (Simon, 1998). Or ni BOPP, ni encore moins NOPP n'ont de projet de développement « d'outgrowers ». Il est donc à craindre que ces palmiers soient issus de semences « tout-venant ».

5.2.2. Le programme villageois

Le Projet Phase 1 fut lancé le 1er janvier 1995. Il consistait à créer 1200 ha de plantations d'hévéa pour 400 exploitants sur une période de 6 ans, à réhabiliter 1300 ha de petites plantations privées en 3 ans et à acheter le caoutchouc produit. Le crédit aux petits planteurs était assuré par la BAD.

La zone de la première phase comprenait trois ensembles (Figure 12) :

- la zone de l'ancienne concession Grel d'Abura, qui se situe à cheval sur trois districts : Nzema East (chef-lieu Axim), Wassa West (chef-lieu Tarkwa) et Ahanta West (chef-lieu Agona);
- quatre zones d'extension situées plus ou moins en étoile autour de l'usine de la Grel, qui s'étendent sur les trois districts précédents et débordent sur trois districts voisins, à savoir : Wassa Amenfi (chef-lieu Asankrangwa) au Nord, Mpohor Wassa East (chef-lieu Daboasi) et Shama Ahanta East (chef-lieu Sekondi) à l'Est;
- la zone de l'ancienne concession Grel de Subri.

Bien que située à plus de cent kilomètres au Nord-est de l'usine de la Grel d'Apemenyim (près Menka), dans le district de Mpohor Wassa East, la zone de Subri a toujours été considérée comme potentiellement intéressante pour un développement villageois s'appuyant sur la plantation industrielle existante. Mais la multiplication des concession de prospection et d'exploitation minières, qui vont jusqu'à empiéter sur la concession de la Grel, l'ont fait écarter du projet.

La première phase fut donc concentrée sur l'ancienne concession Menka (West Nyan Zone) de 32000 ha, dont 21000 n'avaient pas été plantés, ainsi que sur les 4 zones d'extension précédemment mentionnées où un grand nombre de candidatures spontanées, près de 1600, furent enregistrées dès le lancement du projet.

Au cours de cette première phase de 1995 à 1999 (Anon., 2001) :

- 400 outgrowers furent aidés à planter 1200,28 ha;
- 3500 ha furent réhabilités, qui produisent environ 1000 t de caoutchouc sec par an acheté par la Grel;
- 41 Km de pistes furent réhabilités;
- 5 ateliers/magasins, 5 villages de travailleurs et un bureau pour l'Association des Planteurs furent construits.

Devant le succès obtenu avec la réalisation de la Phase 1, un accord fut conclu entre le Gouvernement et l'AFD pour entreprendre une Deuxième Phase avec pour objectifs :

- la plantation de 2800 ha en 5 ans, dont 1500 au titre de la densification des zones d'extension et 1300 dans la West Nyan Zone;
- la sélection de 500 nouveaux outgrowers aidés à planter 4,5 ha chacun;
- la sélection de 200 outgrowers de la Première Phase, aidés à étendre leur plantation de 1,5 ha;
- la réhabilitation de 40 Km de pistes;
- l'organisation de l'Association des Planteurs;
- un programme de recherches sur les parcelles des planteurs.

Tableau 8 : les réalisations par zone de la Grel à fin 2001

zone	OG	ha
Central	293	856
Western	174	475
Eastern	106	270
Northern	55	175
West Nyan	4	9
total	632	1785

A fin 2001, les réalisations portaient sur 1785,41 ha et concernaient 632 planteurs (Tableau 8 et Tableau 9).

Tableau 9 : les hectares créée par année du projet villageois hévéa

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	total
Hectares	161	241	372	260	166	171	414	1785
nouveaux planteurs	116	87	186	11		54	178	632

Sur la base des résultats obtenus et des demandes spontanées enregistrées, encore largement supérieures aux possibilités offertes par le projet, il est possible d'affirmer que l'hévéa se présente comme une excellente opportunité de diversification des systèmes de culture qui sont, du Sud au Nord

de la zone d'intervention (Simon, 1998) : 1° le système cocotier / manioc ; 2° le système palmier à huile / manioc ; 3° le système cacao – palmier à huile / plantain – manioc.

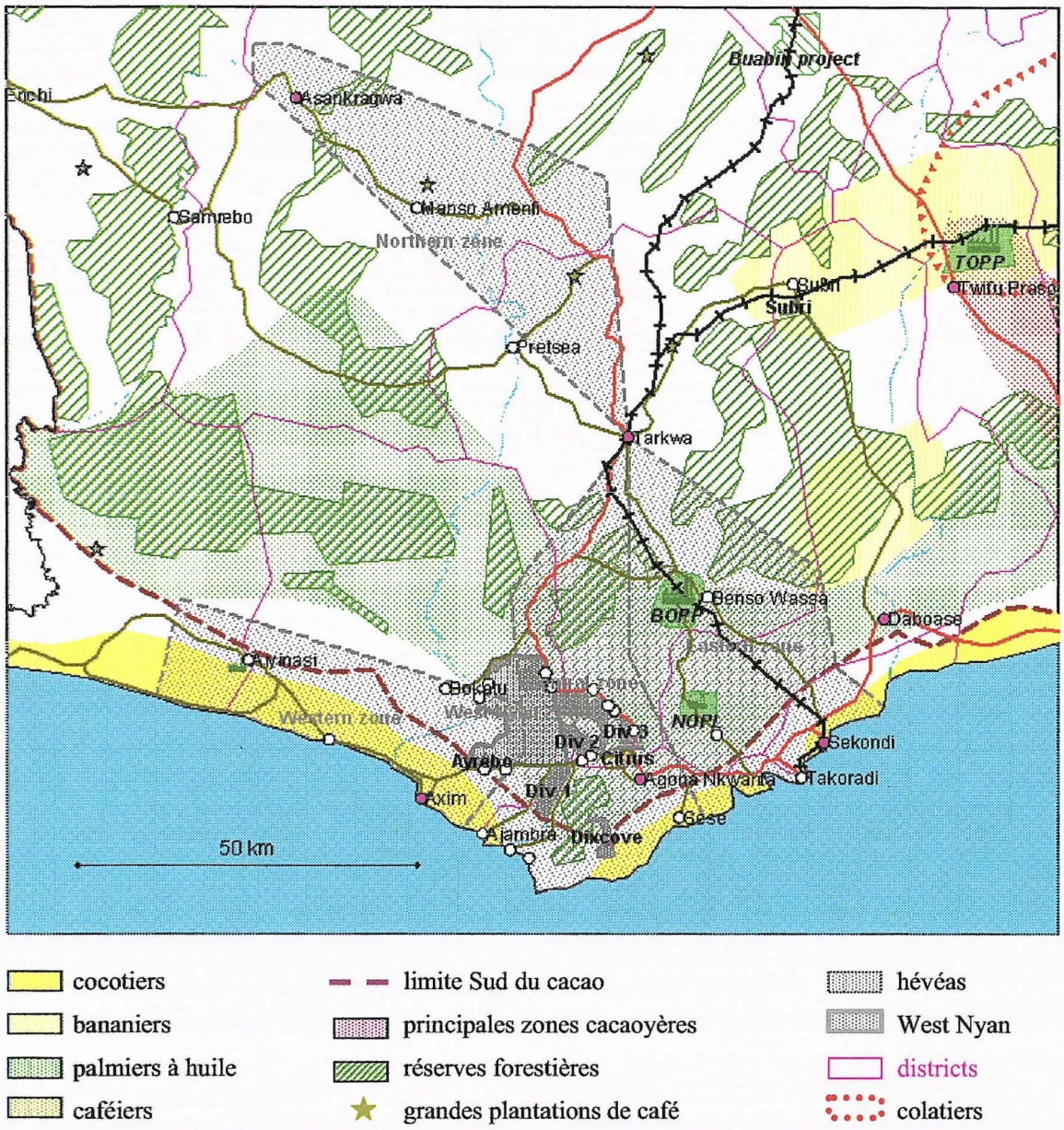


Figure 12 : les zones d'intervention de la Grel

Sources :
Map showing progress of second country-wide survey as at March 1998. Support to the cocoa sector. Ghana. *Draft final report*. Summary and main report. Agrisystems (Overseas) Ltd. December 1998.
Lemaître P., De Greef B., Ofusu-Budu K., Arditi C., Kofi V., 2001. Ghana rubber master plan; Rubber outgrower plantation project – phase II (ROPP-II). Annual report, year 2001, Appendix 2 p.28. Grel.
Rubber outgrower plantation project – phase II (ROPP-II). Annual report, year 2001, Appendix 2 p.28. Grel.
A study of the oil palm in Ghana. J. S. Addo Consultants. 1989.

6. LE CAFÉ

La production de café Robusta, sans jamais atteindre les sommets du cacao, connut son maximum en 1967/68 avec 6700 t. Puis elle déclina pour les mêmes raisons (principalement un faible prix au producteur résultant de taxes abusives à l'exportation, de coûts élevés de vulgarisation et de commercialisation, et de la surévaluation du Cédi) pour atteindre un minimum historique de 123 tonnes en 1983/84, à la suite de la sécheresse de 1982/83. Le café souffre en outre d'un inconvénient supplémentaire du fait que, bien que ce soit une spéculation plus exigeante en travail que le cacao[12], la différence de prix entre les deux produits ne compense pas cet état de fait (Anon., 1988).

Depuis 1984, la production de café montre une modeste reprise grâce à de meilleures conditions climatiques et à des prix plus favorables (provenant principalement d'ajustements successifs de la parité monétaire). En 1986/87, la production fut de 791 t exportée à 80%, loin du cota de 2276 t fixé à l'époque par l'Organisation Internationale du Café.

La superficie des plantations villageoises de caféiers était estimée en 1987 à 6400 ha, moitié moins que ce qu'elle n'était à la fin des années 60. Ces plantations sont dispersées dans toute la zone forestière humide (Figure 13) et présentaient en 1987 un âge moyen de 30 à 45 ans.

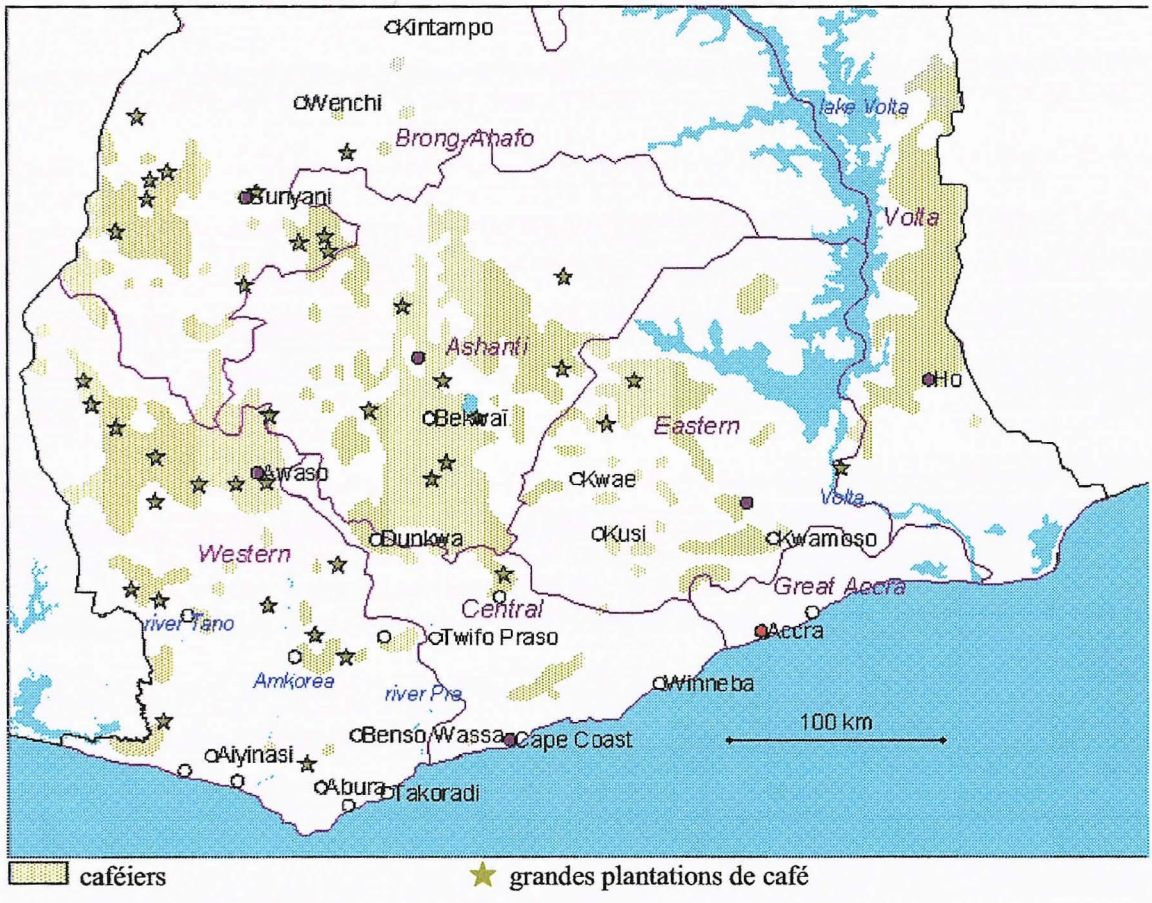


Figure 13 : les zones caféières

Source : A study of the oil palm in Ghana. J. S. Addo Consultants. 1989.

[12] environ 62 journées de travail pour une plantation mature en culture extensive à comparer à 35 journées de travail pour le cacao dans les mêmes conditions

Quelques grandes plantations ont été établies par le Cocobod (Ghana Cocoa Board), dont 15 demeuraient en activités en 1987, d'une superficie totale de 10800 ha dont 6000 ha de caféiers. En 2003, le nombre total d'exploitations est estimé à 12141[13].

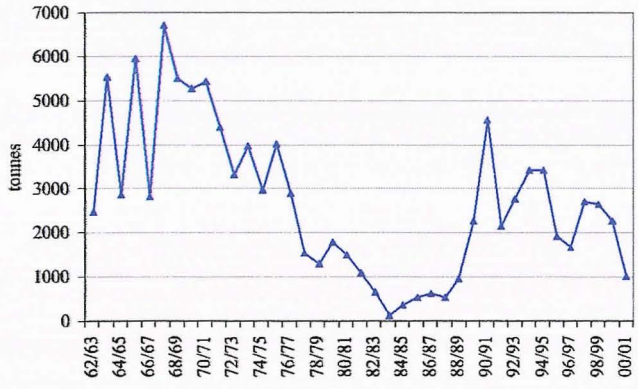


Figure 14 : l'évolution de la production de café de 1962 à 2000

Source : Cocobod

La taille moyenne des plantations villageoises de café est d'environ 1 ha, quoique des exploitations de 10 ha et plus ne soient pas rares. La plupart des planteurs de caféiers ont 1 à 2 parcelles et sont susceptibles d'avoir également une ou plusieurs parcelles de cacaoyers ou de palmiers à huile et une parcelle de vivriers. Plus de 75% des planteurs de café sont des métayers. La plupart des planteurs se contentent de nettoyer leurs plantations de manière occasionnelle et récoltent en « déshabillant » les branches. Le contrôle de l'ombrage est peu répandu et la taille est rare. Il n'y a pas d'application d'engrais quoique l'utilisation d'insecticides contre les scolytes soit fréquente. Par chance il y a peu de maladies et de ravageurs du caféier au Ghana. Les rendements sont très faibles, de l'ordre de 150 à 300 kg/ha. Les planteurs font décortiquer leurs cerises par des usiniers privés ou dans les unités de décorticage de la Société d'Achats de Produits du Cocobod, qui en 1987 avait un monopole légal d'achat du café au Ghana.

[13] source : http://www.jobin.fr, novembre 2003

7. LES AGRUMES

7.1. L'introduction et l'évolution de l'agrumiculture au Ghana

Le citron mexicain (*Citrus aurantifolia*) fut introduit au Ghana en 1913. Sa culture se développa pour la production d'huile essentielle jusqu'en 1940, année où la récolte avoisina 10000 t de fruits (Vannière, 2001).

Une maladie virale connue sous le nom de « Tristeza », qui est particulièrement virulente sur les citronniers, était apparue auparavant. Son extension conduisit à une diminution du nombre de plantations et, à la fin des années 40, l'exploitation de cette culture fut abandonnée.

La fin des années 50 vit la création de la station de recherches d'Okumaning. Ceci conduisit à de nouvelles initiatives dans la culture des agrumes, pour la production de fruits frais destinés au marché local. De nouveaux porte-greffes furent introduits d'Afrique du Sud, et plus tard du Japon et d'Israël, pour lutter contre la « Tristeza ». Ce qui signifiait qu'avec des orangers (*Citrus sinensis*) et des mandariniers (*Citrus reticulata*), il était possible d'obtenir des combinaisons résistantes ou tolérantes à la virose.

Dans les années 60, d'autres variétés d'agrumes (orangers, pamplemoussiers, mandariniers et hybrides de mandariniers) furent introduits, exclusivement d'Afrique du Sud et installés à la station de recherche agronomique d'Okumaning, créée peu après l'indépendance du pays.

Les résultats des essais furent diffusés à très petite échelle. Cependant, il semble qu'une partie de l'expérience acquise ait été divulguée dans la région par les employés de la station expérimentale d'Okumaning (ARS) de l'Université du Ghana, et soit devenue le fondement technique du travail effectué actuellement par les villageois (Vannière, 2001).

Au cours des 10 dernières années, la superficie dévolue aux plantations d'orangers s'est considérablement développée au détriment du cacao. Ceci vaut particulièrement pour la petite région de Kade (district de Kwaebibirem, dans l'Eastern Region), où est située la station d'Okumaning, et qui a connu une croissance importante du nombre de plantations d'agrumes depuis 1995.

Selon les statistiques de la FAO, la production d'oranges au Ghana a diminué d'année en année jusqu'en 1990, puis elle a stagné de 1990 à 1994 et depuis 1995, aussi bien les superficies plantées que la production ont augmenté de manière spectaculaire pour atteindre 38.000 ha et 270.000 t en 1998.

Actuellement (2001), les plantations sont constituées d'une seule variété d'orangers : Valencia late, généralement greffée sur un citronnier sauvage (*Citrus jambhiri*), dénommé rough lemon et très rarement sur un pied de mandarinier Cleopatra (*Citrus rechni*).

Ceci est un bon compromis pour les villageois :

- une combinaison variété/porte-greffe résistante à la principale maladie de dégénérescence présente au Ghana : la Tristeza;
- une croissance rapide et une mise à fruit précoce;
- un rendement élevé;
- une production de fruits pendant la saison sèche, quand la demande est la plus forte;
- un porte-greffe qui confère la rusticité : bonne production sans intrants, des arbres adultes assez résistants à la sécheresse.

Il faut remarquer que l'emploi de cette combinaison ne résout pas certains problèmes

- aucune résistance à la gommose parasitaire ni à la pourriture des racines; des dégâts sont visibles dans toutes les plantations;
- un étalement réduit de la production saisonnière; actuellement, la production est concentrée de fin janvier à avril.
- la qualité intrinsèque des fruits (jus et teneur en extrait sec soluble) pourrait être améliorée par l'utilisation d'autres types de porte-greffe.

7.2. La dynamique des orangers dans la région de Kade

En 1999, ayant constaté l'importance des créations de nouvelles plantations d'orangers par les villageois de la région, les responsables du GOPDC se sont interrogés sur l'opportunité de créer une unité d'extraction et de concentration de jus d'orange.

Pour obtenir un début de réponse, un inventaire des vergers existant sur un périmètre de 30 Km x 30 Km autour du centre industriel a été effectué par l'interprétation d'une photo satellite permettant d'identifier les vergers âgés de 4 ans et plus. Le résultat du calcul ressort à 7920 ha, ce qui représente près de 21% du total national estimé par la FAO en 1998. Il y a donc réellement concentration de plantations d'orangers dans la région de Kade.

Pour en savoir davantage, une mission d'experts (Vannière, 2001) s'est rendue sur le terrain. Ils ont notamment inventorié les pépinières et ont été surpris de constater que celles-ci paraissaient techniquement efficaces et dynamiques, alors qu'elles sont entièrement le fait de pépiniéristes privés qui ne reçoivent aucune aide d'aucune sorte, ni nationale, ni internationale.

La capacité minimum de production des pépinières visitées a été évaluée à 10000 ha/an de potentiel de plantation. La dynamique demeure très forte.

Une estimation des rendements par échantillonnage de vergers, comptage de fruits, détermination du poids moyen et référence aux schémas élaborés à la station de recherches d'Okumaning a permis d'évaluer la production de la zone à près de 180.000 t en 2001, ce qui représente 66% du total national estimé par la FAO en 1998. Rapproché du rapport de surfaces (20%), ce résultat tend à prouver que les vergers sont exploités de manière relativement intensive par rapport au reste du pays (pour autant que les statistiques de la FAO soient fiables).

8. ANNEXES

Tableau 10 : les exportations d'huile de palme de la Gold Coast (tonnes)

1897	8 265
1898	8 769
1899	13 588
1900	17 328
1901	12 862
1902	17 283
1903	10 586
1904	9 144
1905	6 534
1906	8 761
1907	7 636
1908	9 220
1909	
1910	8 216
1911	
1912	
1913	3 440
1914	
1915	1 330
1916	
1917	
1918	
1919	
1920	2 530
1921	
1922	
1923	
1924	
1925	1 423
1926	1 752
1927	1 090
1928	502
1929	596
1930	489
1931	320
1932	702
1933	
1934	
1935	410
1936	499
1937	516
1938	647
1939	380
1940	547
1941	410
1942	439
1943	479
1944	513
1945	375
1946	165
1947	183
1948	42
1949	258
1950	255
1951	226
1952	234
1953	420
1954	542
1955	0

Tableau 11 : les importations d'huile de palme au Ghana

1961	8,265
1962	8,769
1963	13,588
1964	17,328
1965	12,862
1966	17,283
1967	10,586
1968	9,144
1969	6,534
1970	8,761
1971	7,636
1972	9,22

Sources : Hubert, 1911 pour la période 1897-1908; Gyasi, 1992 pour les autres années

Tableau 12 : les échanges de corps gras aux frontières du Ghana de 1987 à 2002

milliers de tonnes	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1° Production																
huile de palme	51,0	60,0	78,0	85,0	80,0	94,0	95,0	100,0	102,0	105,0	92,0	111,4	110,0	108,0	108,0	108,0
huile de palmistes	9,2	10,4	13,1	14,0	12,8	14,4	14,4	14,6	15,3	15,1	12,6	15,5	15,1	14,6	15,1	15,0
total	60,2	70,4	91,1	99,0	92,8	108,4	109,4	114,6	117,3	120,1	104,6	126,9	125,1	122,6	123,1	123,0
2° Importations																
huile de soja	3,2	3,2	6,4	0,8	0,9	0,9	0,9	1,1	3,8	2,9	2,6	4,2	6,3	6,1	4,6	7,5
huile de colza	3,4	1,2	2,0	1,1	1,5	0,4	0,4	0,3	0,7	1,1	0,3	0,9	1,5	1,2	0,7	0,7
huile de palme	0,3	2,6	2,4	6,4	9,8	6,6	2,1	3,5	2,8	3,5	6,3	9,0	10,8	17,9	23,0	63,1
suifs et graisses	2,0	2,9	5,2		2,0	0,9	4,0	3,4	10,8	5,5	2,0	3,0	2,0	1,9	1,9	2,4
total	8,9	9,9	16,0	8,3	14,2	8,8	7,4	8,3	18,1	13,0	11,2	17,1	20,6	27,1	30,2	73,7
3° Exportations																
huile de palme	4,0	2,0	8,0	4,8	2,0	7,8	8,9	8,0	10,0	12,7	17,5	26,0	22,0	21,5	18,7	30,0
4° Consommation intérieure																
huile de soja	3,2	3,2	6,4	0,8	0,9	0,9	0,9	1,1	3,8	2,9	2,6	4,2	6,3	6,1	4,6	7,5
huile de colza	3,4	1,2	2,0	1,1	1,5	0,4	0,4	0,3	0,7	1,1	0,3	0,9	1,5	1,2	0,7	0,7
huile de palme	47,3	60,6	72,4	86,7	87,8	92,8	88,3	95,5	94,9	95,9	81,8	95,4	96,8	104,0	112,3	131,6
huile de palmistes	9,2	10,4	13,1	14,0	12,8	14,4	14,4	14,6	15,3	15,1	12,6	15,5	15,1	14,6	15,1	15,0
suif et graisses	2,0	2,9	5,2		2,0	0,9	4,0	3,4	10,8	5,5	2,0	3,0	2,0	1,9	1,9	2,4
total	65,1	78,3	99,1	102,6	105,0	109,4	108,0	114,9	125,5	120,5	99,3	119,0	121,7	127,8	134,6	157,2
population (millions hab.)	13,7	14,1	14,6	15,0	15,5	15,9	16,4	16,9	17,3	17,8	18,1	18,5	18,9	19,3	19,7	20,2
kg/hab.	4,8	5,6	6,8	6,8	6,8	6,9	6,6	6,8	7,3	6,8	5,5	6,4	6,4	6,6	6,8	7,8
- bilan export - import	**-4,9**	**-7,9**	**-8,0**	**-3,5**	**-12,2**	**-1,0**	**1,5**	**-0,3**	**-8,1**	**-0,3**	**6,3**	**8,9**	**1,4**	**-5,6**	**-11,5**	**-43,7**

9. BIBLIOGRAPHIE

Anon., 2001. Feasibility study of the proposed Buabin oil palm outgrower project in the Central Region of Ghana. C2G Conseil / OB Associates. Confidential.

Anon., 2001. Rubber Outgrower Plantation Project – Phase II (ROPP-II). Annual report, year 2001.

Anon., 1998. Support to the cocoa sector – Ghana. Draft final report. Summary and main report. Agrisystems (Overseas) Ltd.

Anon., 1989. A study of the oil palm in Ghana. J.S. Addo Consultants.

Anon., 1988. Ghana tree crop project. Project brief. Report n° 94/88 CP-GHA 19 PB. FAO/World Bank cooperative program investment centre.

Anyane S. La, 1961. The oil palm belt of Ghana. Ghana Bulletin of Agricultural Economics 1 (1), pp. 7-43.

Ampofo S.T., 1995. The current cocoa swollen shoot virus disease situation in Ghana. First international cocoa pests and diseases seminar. Accra, Ghana. 6-10 November, 1995. Proceedings. Cocoa Research Institute, Tafo, Ghana, 1997.

Gyasi E.A., 1992. Emergence of a new oil palm belt in Ghana. Tijdschrift voor Econ. en Soc. Geografie 83 (1992) No. 1, pp. 39-49.

Jannot C., 1998. Assessment of the Ghana Oil Palm Development Corporation, 14 December - 19 December 1998. Cirad-Cp, doc. 899, 55 p.

Jouve P., Milly H. de, Chalmin P., Deuss J., Jarrige F., Ruf F., 1990. Compétitivité du cacao africain. Analyse du marché mondial et des principaux producteurs. Cirad – Ministère de la Coopération et du Développement.

Lemaître P., De Greef B., Ofusu-Budu K., Arditi C., Kofi V., 2001. Ghana rubber master plan.

Owusu E.A., 2003. History of rubber in Ghana. Smallholders diversifying tree crops in Africa: private sector initiatives and public policies. Comparative experiences of four cocoa producing countries in Africa: Cameroon, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria. Closing workshop, Kpalimé, Togo, 8-12 december 2003

Simon D., 1998. Projet de développement des plantations villageoises d'hévéa de la Grel – deuxième phase – rapport d'évaluation. Afd.

Vannière H., Odoux E., 2001. Report on assignment in Ghana from 15 to 25 January 2001. Pre-feasibility study for Citrus fruit project in the region of Kade in Ghana. Cirad-Flhor, 46 p. Confidential.

ADRESSES

Enquiries about cocoa may be directed to:
The Chief Executive
Ghana Cocoa Board P.O. Box 933 - Accra – Ghana
Tel: (233-21) 661752 / 661757 / 661872 / 661912
Fax: (233-21) 667104 / 665076 - Telex: 2082 / 2311 email: cocobod@africaonline.com.gh